

28/01/2021

ROB 2021

Rapport d'Orientations
Budgétaires 2021



Table des matières

I - INTRODUCTION	3
1 - Cadre juridique	3
2 - Application contextuelle.....	4
II - RETROSPECTIVE 2014-2020	6
1 - Les opérations de fonctionnement 2014-2020	6
a. Les recettes	6
b. Les dépenses.....	8
c. Les tonnages par flux de déchets	10
d. Les grandes caractéristiques du fonctionnement 2020	12
2 - Les opérations d'investissement 2014-2020	15
III - PROSPECTIVE 2021-2026.....	17
A- CONTRAINTES BUDGETAIRES	17
1 - La TGAP	17
2 - La taxe foncière de l'UTVE	19
3 - La hausse du tarif des assurances	20
4 - Les contraintes d'exploitation pour le Syndicat	21
a. L'augmentation du gisement des déchets verts et les problèmes de qualité du gisement en déchèterie	21
b. L'augmentation des refus de tri en collecte sélective	22
c. La présence des DASRI (Déchets d'Activités de Soins A Risques Infectieux) dans la collecte sélective	22
d. La difficulté de reprise de certains matériaux en Centre De Tri	23
e. Des infrastructures qui vieillissent.....	24
f. Le traitement de l'amiante et des autres flux de déchèteries	25
g. Les modifications de tournées de collecte par les collectivités	25
h. Les actions départementales de Prévention	26
i. La fermeture du site privé de St Hippolyte.....	27
j. L'ISDND (installation de stockage d'Espira de l'Agly).....	27
5 - Les nouveaux contrats	27
6 - Le budget annexe chaleur haute température	28
7 - La loi AGEC (Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire)	28
8 - Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)	29
B- PERSPECTIVES FINANCIERES	32

1. Tarifications	35
a. Coûts à la tonne	35
b. Autres tarifications	38
c. Le budget annexe des boues de STEP	38
2- Orientations futures sur la MANDATURE :	40
a- Fonctionnement du syndicat / compétences :	40
b- Investissements / Grands projets :	40
C- LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE	41
1 - L'encours de dette actuel	41
2 - Les perspectives pour le projet de budget	42
D- LE PERSONNEL	43
1 La structure des effectifs et son évolution prévisionnelle	43
2 Les dépenses de personnel	43
3 - Les heures supplémentaires	44
4 - La durée effective du travail	45
5 - Les hypothèses d'évolution.....	45
IV - ANNEXES.....	46
1. Annexe 1 : Extraits des DOB, Comptes Administratifs et Budgets antérieurs	46
DOB 2018	46
DOB 2019	48
CA 2018	49
BP 2019	50
DOB 2020	51
2. Annexe 2 : Rétrospective / prospective par flux	53
3. Annexe 3 : projections et propositions du prix à la tonne entrante incinérée ...	54
4. Annexe 4 : tableau de la dette arrêté au 01/01/2021	55
5. Annexe 5 : tableau des effectifs du sydetom 66 au 1 ^{er} 01 2021	56

I - INTRODUCTION

1 - CADRE JURIDIQUE

LE DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) :

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des syndicats comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (articles L 2312-1 et L 5211-36 du CGCT).

Il constitue un élément essentiel de la procédure budgétaire.

En effet, il permet l'information des élus et favorise la démocratie participative, en facilitant les discussions sur les perspectives et les priorités financières dans les assemblées délibérantes.

LE RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (ROB) :

Depuis la loi NOTRE (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015, le DOB doit être mené en lecture d'un Rapport d'Orientations Budgétaires.

Ainsi, avant l'examen du Budget Primitif (BP), l'exécutif de la collectivité présente à son assemblée délibérante, un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre le syndicat et ses adhérents ; doivent également y figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité ;
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses et, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de l'encours de dette visé par la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces informations doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice.

Le rapport doit aussi comporter une présentation de la structure des effectifs et de l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel. Il peut également détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines, en s'appuyant sur les éléments contenus dans le bilan social.

Il précise l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations (traitement indiciaire, régime indemnitaire, nouvelle bonification indiciaire, heures supplémentaires), des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres de l'assemblée délibérante en vue du débat (DOB), au minimum 5 jours avant la réunion.

L'assemblée prend acte de ce débat par une délibération spécifique.

2 - APPLICATION CONTEXTUELLE

Le DOB 2021 intervient dans un contexte d'incertitudes économiques et financières au niveau international qui influent directement sur l'économie nationale.

En effet, la situation mondiale, marquée par la pandémie de COVID 19, est totalement inédite et entraîne une dépression économique jamais observée depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les experts économiques ne peuvent notamment plus se fier aux modèles systémiques en vigueur tant la crise sanitaire fluctue selon les pays et les périodes, obligeant les Etats occidentaux à ralentir la machine économique, avec un impact mondial engendré par l'interdépendance de leurs économies.

La situation actuelle impose donc une grande prudence sur les prévisions établies à ce jour au niveau de l'économie européenne, et en particulier française, car les conséquences réelles de la crise du COVID 19 ne pourront être connues que dans les mois voire les années à venir, en fonction de l'évolution de l'épidémie.

La Loi de Finances pour 2021 s'inscrit toutefois dans un Plan de Relance de l'économie afin d'atténuer les effets de la crise et favoriser la relance de l'activité. L'objectif est, en effet, de limiter les conséquences économiques et sociales de la crise en relançant la croissance économique pour redresser rapidement et durablement l'économie française.

Grâce à ce Plan de Relance ambitieux, la France entend se placer dans une trajectoire de croissance qui lui permettrait de retrouver, dès 2022, son niveau de prospérité d'avant-crise. Le Gouvernement table ainsi sur une croissance forte en 2021 (+ 8 %) après une année 2020 en net recul en raison de la crise du coronavirus (- 10 %).

Ce Plan de Relance exceptionnel de 100 milliards d'euros, véritable feuille de route pour la refondation économique, sociale et écologique du pays, est déployé par l'Etat autour de 3 volets principaux : l'écologie, la compétitivité et la cohésion.

Parmi les mesures d'urgence adoptées en faveur des collectivités locales, on notera l'aide à l'investissement avec l'augmentation de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL). Bien que notre syndicat ne soit pas éligible à la DSIL proprement dite, nous pouvons compter sur le soutien de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, qui nous a assurés de l'aide financière de l'Etat pour les grands projets d'investissement portés par le SYDETOM 66.

Pour autant, c'est dans ce contexte de crise sanitaire et financière, et donc de grandes incertitudes, que notre collectivité doit évaluer toutes les contraintes budgétaires qui vont, par ailleurs, en se multipliant à l'heure de l'économie circulaire et du développement durable.

Cependant, le SYDETOM66 n'a d'autre choix que de répondre à ces fortes contraintes, car elles revêtent un caractère impératif à court ou moyen terme.

Pour autant, s'il en était encore besoin et comme il a été largement expliqué et commenté l'an passé ainsi qu'à l'occasion des différents DOB antérieurs, les

orientations budgétaires détaillées ci-après démontrent qu'une nouvelle augmentation du prix à la tonne entrante sur nos installations est inéluctable.

En effet, **la redevance payée par les adhérents ne couvre plus le besoin de financement** du syndicat, et ce depuis quelques années déjà, le delta entre le coût réel et le prix payé étant couvert par une partie de l'excédent cumulé, qui est quasi nul aujourd'hui.

L'aboutissement de la réflexion sur la tarification par flux, qui devrait intervenir dans le courant de l'année 2021, permettra aux collectivités de connaître et de payer le juste prix du traitement par flux de déchets, leur demandant ainsi de s'engager dans une démarche vertueuse de diminution des tonnages entrant sur nos installations.

Il est important de noter toutefois qu'à tonnages identiques, la masse financière appelée sera la même, seuls les coûts seront répartis différemment. La mise en œuvre de ce nouveau mode de facturation devra, par ailleurs, être précédée d'une révision des statuts du syndicat, laquelle devra porter sur une refonte du modèle économique du syndicat.

En dépit de toutes ces difficultés, le SYDETOM66 entend présenter ici une information financière la plus complète possible avec :

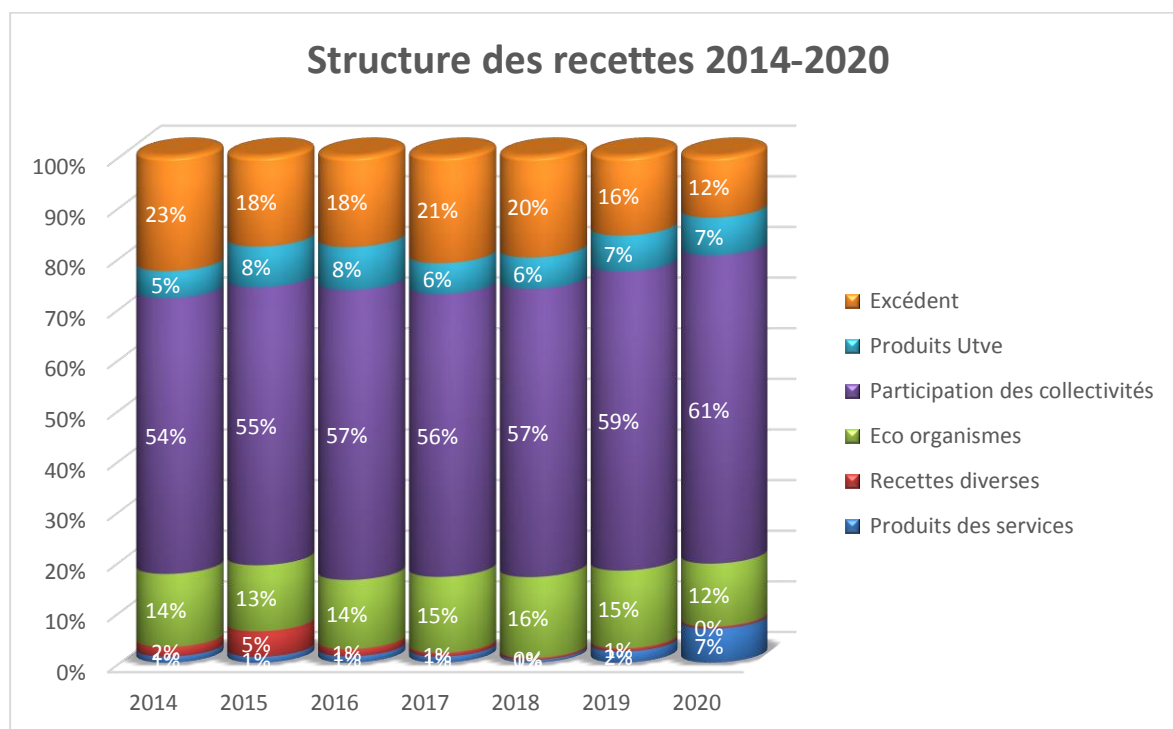
- Une **rétrospective 2014-2020 (II) :**
- Et des **projections s'étendant sur le prochain mandat 2021-2026 (III).**

II - RETROSPECTIVE 2014-2020

1 - LES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 2014-2020

a. Les recettes

L'évolution de la structure des recettes de fonctionnement 2014-2020



L'excédent de fonctionnement qui s'élevait à 23 % des recettes de fonctionnement en 2014, a diminué au fil des années, pour atteindre 12% en 2020.

Jusqu'en 2020, ce dernier a été utilisé pour couvrir le besoin de financement sans augmenter la participation des collectivités. Pour 2021, nous ne pouvons plus compter sur le reliquat d'excédent initialement prévu (1 500 000 €), puisque celui-ci a été utilisé pour régler le redressement de la Taxe Foncière sur 4 ans (2 406 000 €).

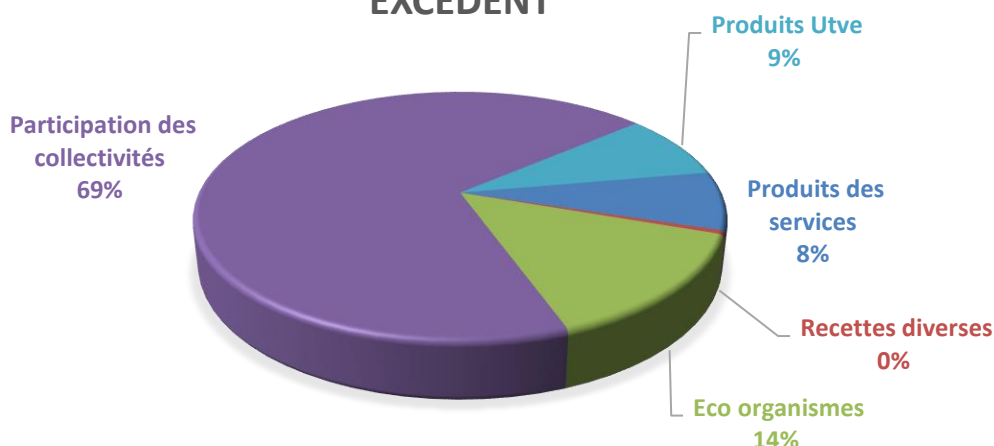
Cette absence d'excédent entraînera de fait une augmentation de la participation des collectivités pour couvrir le besoin de financement.

Les recettes de fonctionnement 2020

La redevance des collectivités adhérentes reste la première ressource du budget.

Hors excédent, elle représentait en 2020, **69% des recettes de fonctionnement**. Elle s'élevait pour 2020 à 150 € la tonne.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2020 HORS EXCEDENT



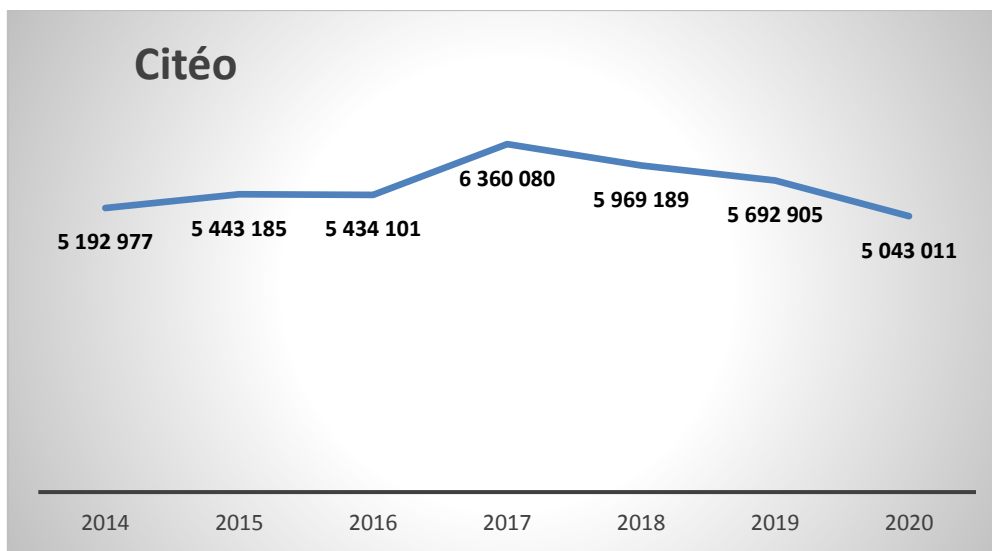
Le montant de la participation (prix à la tonne entrante x tonnage), varie chaque année en fonction du tonnage entrant des ordures ménagères et du tout-venant.

Variation de la participation appelée en euros

	2011	2016	2017	2018	2019	2020
Ordures ménagères	25 593 360	22 589 784	22 450 246	22 655 891	22 642 434	24 351 215
Tout Venant	4 453 278	4 556 960	4 518 865	4 259 420	4 615 877	5 114 719
Total	30 046 638	27 146 744	26 969 111	26 915 311	27 258 312	29 465 934

On peut noter que de façon globale, **la participation appelée en 2020 reste encore inférieure à celle appelée il y a près de 10 ans**, avec une légère diminution de la participation sur les Ordures Ménagères pour une augmentation de la part concernant le tout venant des déchèteries.

La seconde ressource la plus importante du syndicat provient des **éco-organismes**, et notamment CITEO. Si les recettes CITEO ont culminé en 2017 à 6.3 millions, la tendance a été, depuis, revue **à la baisse** avec 5.7 millions en 2019 et 5 millions en 2020, soit une diminution de plus de 1 000 000 d'€ en 3 ans.

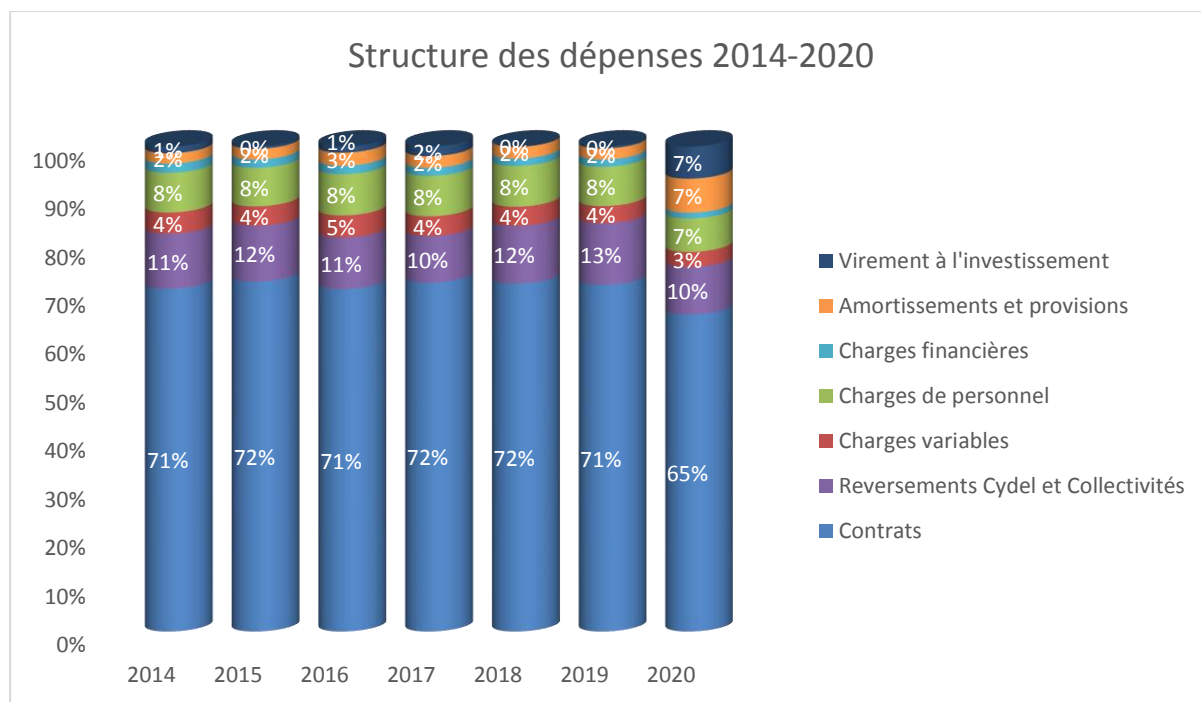


b. Les dépenses

L'évolution de la structure des dépenses de fonctionnement 2014-2020

L'évolution de la structure des dépenses de fonctionnement **stable** sur la période 2014-2019, évolue en 2020 eu égard à la provision réalisée au titre du redressement sur 4 ans de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de l'UTVE, pour 2 406 000 €. Payée par le délégataire, cette dernière est remboursée contractuellement à l'Euro l'Euro par le syndicat

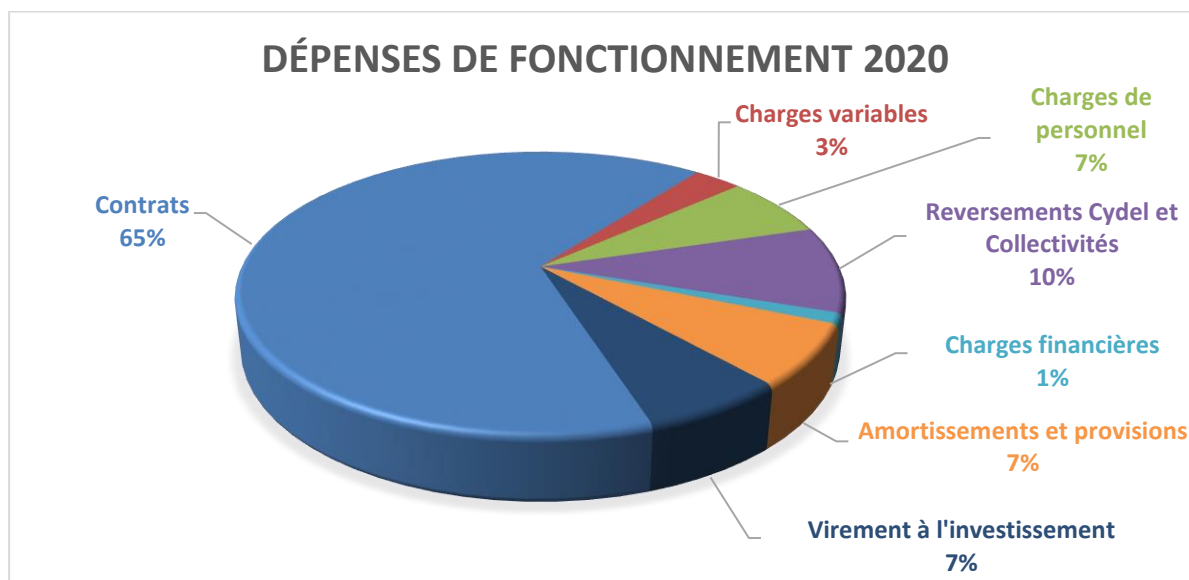
Les **dépenses liées aux contrats relatifs au traitement des déchets**¹ représentent **65%** des dépenses en 2020.



¹ Contrats et reversements au délégataires et aux collectivités

Les dépenses de fonctionnement 2020

Si en dehors de la provision constituée, la structure globale des dépenses évolue peu entre 2014 et 2020, le montant total des dépenses hors opérations d'ordre, a, quant à lui, **augmenté de 4.6 millions** sur la période.

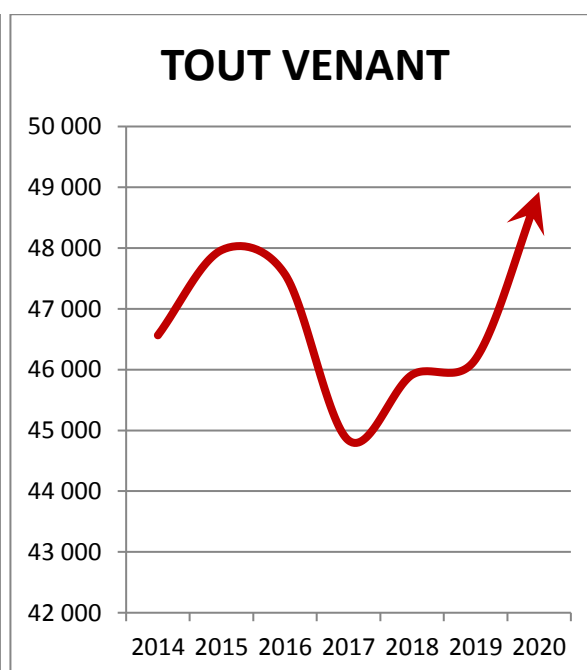
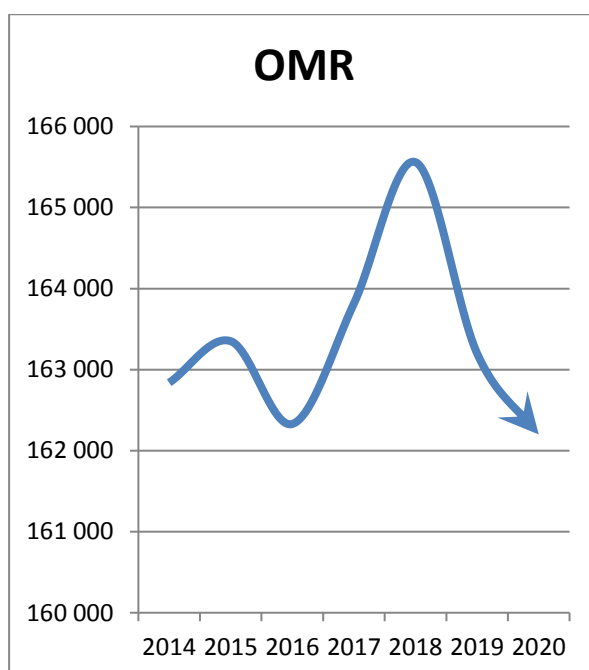
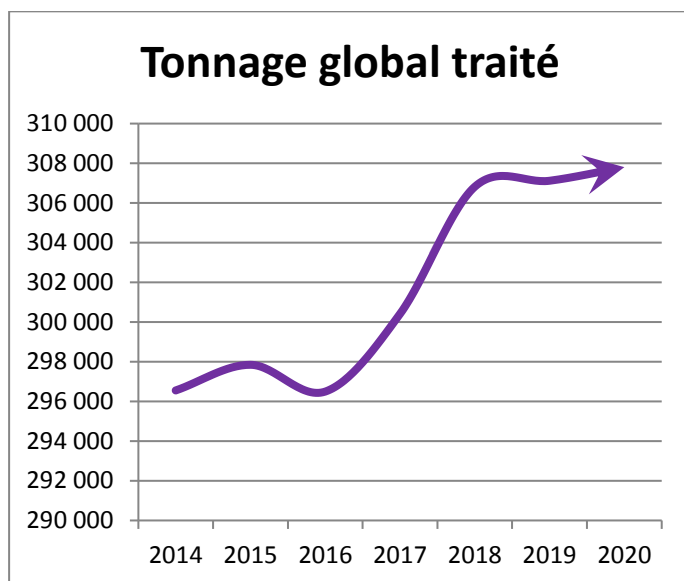


Sur un total de 47.088 millions € de dépenses en 2020, **le principal poste est lié aux contrats de traitements des déchets qui évoluent à la hausse** chaque année en fonction :

- Des décisions législatives, avec notamment les augmentations des TGAP incinération et stockage
- Des révisions de prix
- Des tonnages traités

C'est en effet ce dernier paramètre qui impacte le plus le syndicat dans son mode de financement actuel.

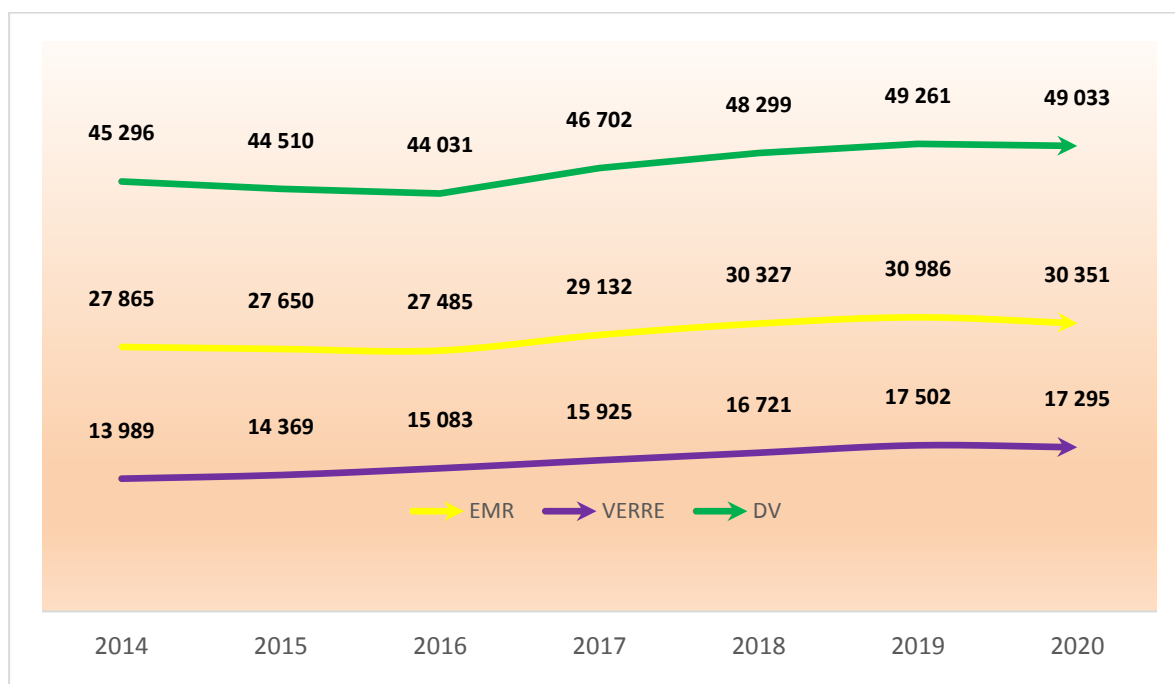
c. Les tonnages par flux de déchets



Il est difficile de comparer l'année 2020 avec les autres années à cause de la crise sanitaire. Le tonnage d'ordures ménagères résiduelles, qui était en hausse constante depuis 2016, a inversé sa courbe en 2019, et 2020 a vu son tonnage baisser de 1 000 tonnes supplémentaires. Pour les tonnages d'Emr et du Verre, ils baissent pour la première fois significativement (moins 635 tonnes d'EMR et moins 207 de verre en 2020 par rapport à 2019). En revanche le tonnage du tout-venant a augmenté de 6% par rapport à 2019.

Sur le graphique ci-après on peut constater que la crise sanitaire a fortement impacté les tonnages de déchets traités. La **hausse globale** sur l'année (+ 686 tonnes) de déchets traités par le SYDETOM66 n'est liée qu'à la forte hausse du Tout Venant (+6%) car tous les autres flux ont baissé par rapport à 2019 :

- **Déchets verts** : -0.5% ;
- **Emballages recyclables** : -2.1%
- **Verre** : -1.2%
- **Ordures ménagères** : -0.6%



Bien que l'année 2020, avec la crise sanitaire, ne soit pas significative en ce sens, il faut noter que le fait de voir les tonnages d'OMr baisser (ce qui va tout de même dans le sens l'histoire), alors que tous les autres flux augmentent, confirme que le modèle économique du syndicat basé sur la participation des collectivités à la seule tonne entrante OMr (le traitement des autres flux étant inclus dans ce prix) a vécu et ne peut plus perdurer. Il est donc urgent et indispensable pour la pérennité du syndicat, de modifier ce modèle économique en instaurant un autre mode de tarification.

La **TARIFICATION PAR FLUX**, étudiée par le syndicat depuis plusieurs années, semble apparaître comme la solution la plus adaptée. Elle fera l'objet de réunions spécifiques en cours d'année. Ce nouveau mode de financement devrait permettre aux collectivités de connaître et payer le véritable prix du service, avec l'avantage de pouvoir instaurer un caractère incitatif pour faire diminuer les tonnages à traiter.

En effet, **seuls 3 flux sont aujourd'hui identifiés financièrement** :

- Les **ordures ménagères** (150 euros/tonne en 2020), qui comprend toutes les charges du syndicat ;
- Le **tout-venant** (105 €/tonne en 2020) ;
- Les **boues de STEP** (98 €/tonne en 2020) sur un budget annexe.

Sur le budget général, la participation des collectivités ne couvrant plus les dépenses, c'est l'**excédent de fonctionnement qui a servi à financer le service**.

Le tableau ci-après retrace l'écart entre le prix à la tonne appelé en 2020 et le prix réel hors excédent.

Pour 162 171 tonnes d'OM			
	Appelé	Réel	Réel sans TF
OMR	84.34	100.60	100.60
EMR PAV	8.98	10.72	10.72
EMR PAP	4.95	5.91	5.91
Verre	1.67	1.99	1.99
Déchets verts	9.43	11.25	11.25
Autres flux	-0.39	-0.46	-0.46
Structure et divers	41.01	48.92	34.08
TOTAL	150.00	178.92	164.09

d. Les grandes caractéristiques du fonctionnement 2020

Les flux de déchets

Chaque année la présentation des coûts de fonctionnement est faite par flux de déchets afin de pouvoir comparer les différents coûts de traitement.

- Les Ordures Ménagères résiduelles : (+6.77% par rapport à 2019 hors opérations « chaleur »)

Flux le plus important, il représente 21.25 millions d'euros en 2020 avec les opérations de transfert du réseau de chaleur. En effet, la régularisation de ces opérations a fait augmenter en recettes et en dépenses ce flux pour 2.53 millions : cela a été l'objet de la Décision Modificative n° 1.

Si les marchés incinération et transport sont restés relativement stables, c'est le poste des taxes qui a fortement augmenté en passant de 582 k€ à 1406 k€ (taxe foncière 2020) soit un coût à la tonne de +5.1 €.

Les recettes liées à ce flux sont légèrement en hausse (intéressement supérieur).

Cependant, certaines prévisions ont été ajournées ou réduites :

- Mise en place d'un hydro condenseur sur l'UTVE pour le réseau basse température (annulation de la prévision) ;
- Coût des marchés transport et incinération (Baisse des tonnages prévus) ;
- Analyses de l'UTVE et indemnités aux prestataires de transport eu égard à la déviation de la 116 (fermée suite tempête Gloria).

Le besoin de financement de ce flux a augmenté de 1 034k€ et s'élève à 16 313 800 € en 2020.

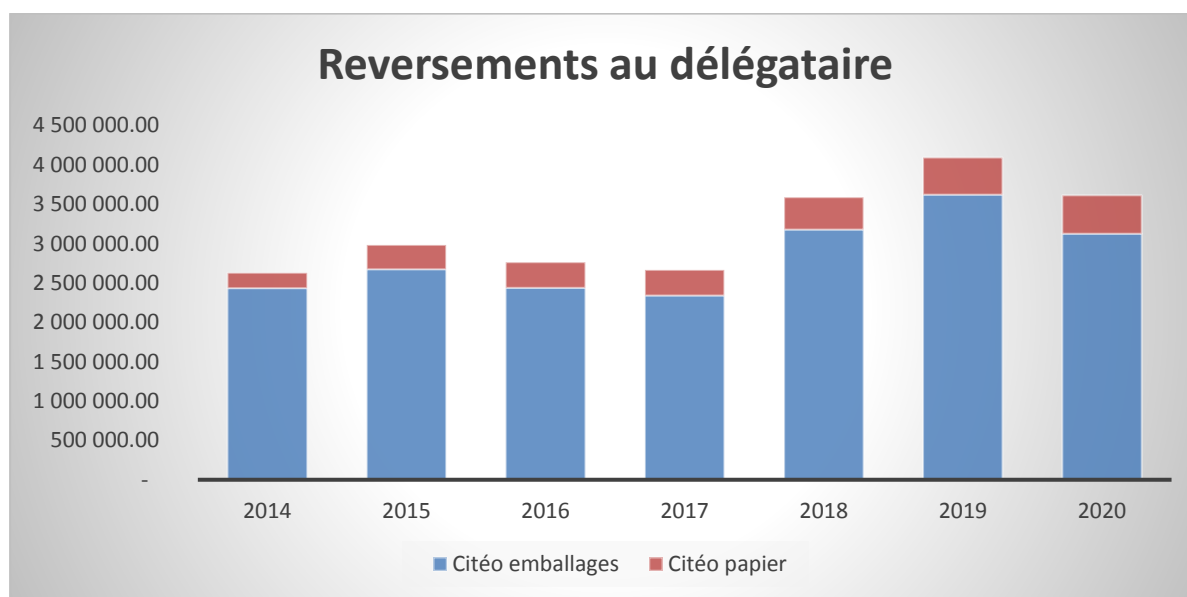
- Les Emballages Ménagers Recyclables : (+36.11% par rapport à 2019)

Les tonnages ont été très inférieurs aux prévisions initiales par suite de la crise sanitaire et, pour la première fois ont baissé, ce qui a impacté nos prévisions budgétaires en matière de dépenses.

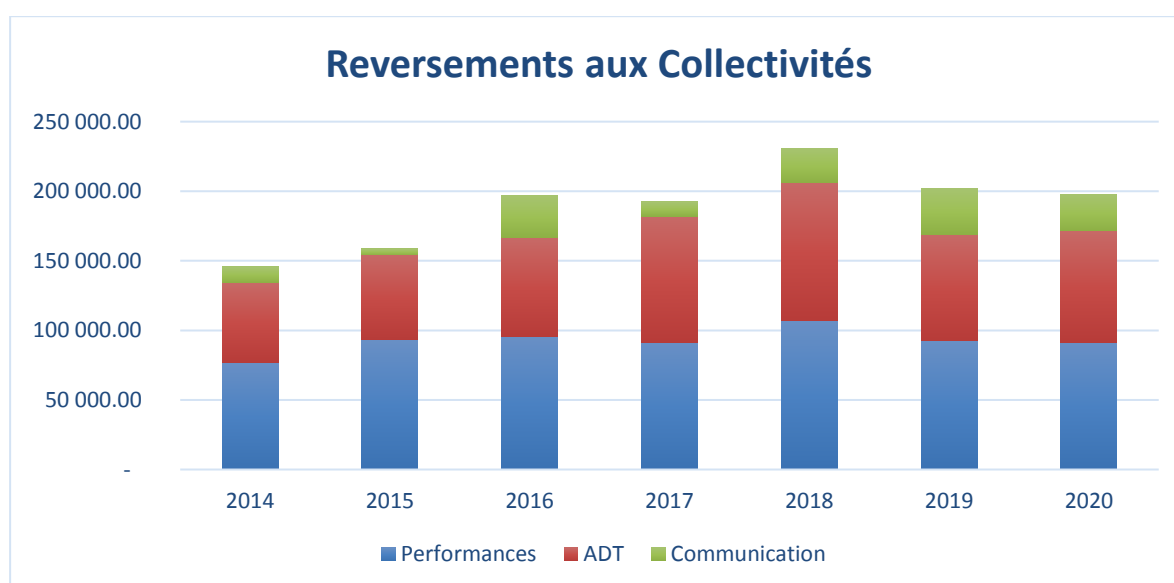
La hausse principale constatée sur ce flux est liée à la baisse des aides de Citéo sur les emballages qui passent de 5.8 à 4.6 millions.

Le reversement des aides au délégataire a lui aussi été impacté par la baisse des soutiens des Eco-organismes et passe de 4.1 à 3.7 millions.

L'impact sur ce poste hausse le coût à la tonne (d'OM) de 4.44 €



Par ailleurs, le syndicat reverse aux collectivités des soutiens en considération des performances réalisées. En 2020, ces soutiens représentent un peu moins de 200 000 €, ils sont sensiblement à la même hauteur que 2019.



Le besoin de financement de ce flux a augmenté par rapport à 2019 de 715 k€ et s'élève à 2 696 000 € en 2020.

- Le verre : (+47.04% par rapport à 2019)

Les tonnages ont baissé et la progression projetée initialement à +10% ne s'est pas réalisée.

La crise sanitaire a fortement impacté ce flux et l'activité industrielle des verriers a été également fortement affectée par la baisse de production liée à la crise. Cela a conduit à l'émergence d'excédents de verre induisant une baisse du prix de reprise qui est passé pour le 2^{ème} semestre à 13.21 € contre 24.38 € auparavant. Il est à noter qu'en 2021, ce prix de vente ne retrouvera pas son niveau de 2019.

C'est près de 100 000 euros de recettes non perçues par rapport à nos prévisions budgétaires.

Le besoin de financement de ce flux a augmenté par rapport à 2019 de 103k€ et s'élève à 323 400 € en 2020.

- Les déchets verts : (-3.40% par rapport à 2019)

Les tonnages de ce flux ont eux aussi baissé en 2020 (-228 tonnes).

La baisse du coût de ce flux, en dehors de la baisse de tonnage, est principalement due :

- Aux économies d'exploitation réalisées dans l'année. En effet, les services ont pu trouver de nouveaux exutoires pendant la crise sanitaire, évitant ainsi une valorisation par un prestataire privé ;
- Au redéploiement des agents afin d'éviter d'embaucher les 2 agents prévus à compter du mois d'août sur la plateforme de Bompas.

La mise en place d'une tarification pour les livraisons de BVC a permis de générer des recettes en 2020 pour 70 000 euros

Le besoin de financement de ce flux a baissé par rapport à 2019 de 64k€ et s'élève à 1 825 000 € en 2020.

- Les déchets des déchèteries :

Le tout-venant : Les tonnages du tout-venant ont fortement augmenté en 2020 (+2 754 tonnes). Ce flux est financé par un prix individualisé, fixé en 2020 à 105 € la tonne. Son tarif n'avait pas augmenté depuis 2016 car les aides Eco-mobilier avaient pallié la hausse des marchés de traitement.

L'amiante : Ce flux, en hausse constante depuis sa prise en charge par le Sydetom66 représente 48 900 euros en 2020.

Les autres flux (fusées, bouteilles de gaz, huiles, extincteurs) : Pris en charge par le SYDETOM66 il n'y a pas eu de dépenses en 2020 grâce à la mise en place d'une nouvelle REP et l'optimisation des apports par les agents du syndicat.

Les ressourceries : Les frais d'assurance (propriétaire), de maintenance, et de divers petits aménagements sont supportés par le SYDETOM66. En 2020, ces charges se sont élevées à 13 500 euros pour les 2 ressourceries (Céret et Elne). Les recettes du photovoltaïque de la ressourcerie de Céret ont couvert les dépenses engagées.

Les DEEE : le SYDETOM66 encaisse les aides versées par l'éco-organisme et les reverse aux Collectivités pour 163 500 euros en 2020.

Ce flux équilibré par ses recettes (prix à la tonne, recettes propres et REP) a augmenté par rapport à 2019 du fait de la hausse des tonnages de 13% et s'élève en 2020 à 5 389 100 €.

Les autres charges

Ce poste a augmenté de 49.45% par rapport à 2019. Ceci provient de l'impact de la provision réalisée pour régler le redressement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de l'UTVE (2016 à 2019 pour 2 406 000 €) et minimise de fait les mesures mises en place pour optimiser la gestion courante.

Economies faites par les services du syndicat en 2020 :

- La communication / sensibilisation des publics (-29.77% par rapport à 2019) ;
- Les services administratifs et techniques (-2.15% par rapport à 2019) ;
- Les services excentrés répartis sur tout le département (-2.15% par rapport à 2019) ;
- Les frais généraux (dette, amortissements, provision pour taxes foncières...) (+168.8% par rapport à 2019).

Le besoin de financement de ce poste a augmenté par rapport à 2019 et s'élève en 2020 à 2 725 041.22 €.

2 - LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT 2014-2020

En dehors de l'amélioration des biens existants qui vieillissent et nécessitent de plus en plus de réparations ou renouvellements de matériel, le mandat a vu de grandes opérations comme :

- La construction du Réseau de Chaleur Urbain dit « Haute température » (RCU) :

D'un montant de plus de 12 millions d'euros, il est aujourd'hui identifié sur un budget annexe. Sa construction a permis, dès 2019, de conserver d'une part une TGAP à 6€ HT sur l'incinération au lieu de 12 € (tarifs 2019), et d'autre part l'obligation d'achat d'électricité pour le délégataire, un des éléments de l'équilibre de la DSP.

- La mise en conformité et la construction des plateformes de déchets verts :

Conformément à la rubrique 2791 (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), le SYDETOM 66 s'est engagé dans la mise en conformité de ses 9 aires de stockage et de broyage de déchets verts. Cette dernière consistant à imperméabiliser les sols, récupérer les eaux de process et ruissellement, diminuer les nuisances de poussières, améliorer la traçabilité des déchets verts entrants.

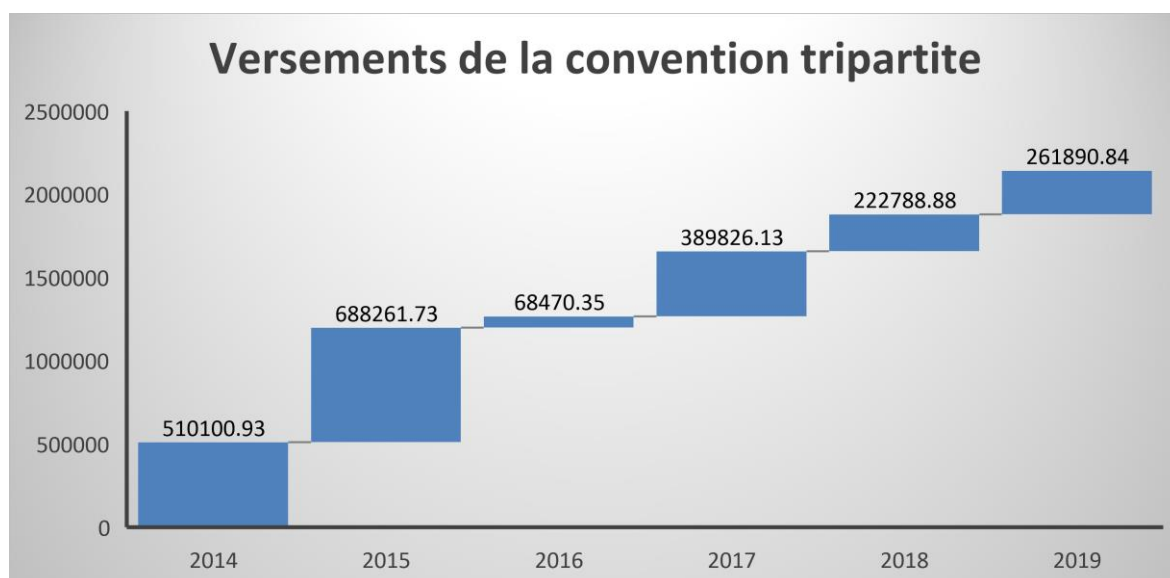
A ce jour, Canet, Torreilles, Saint-Estève, Thuir, Le Soler, le Boulou, Bompas ont été mises en conformité pour plus de 3.28 millions d'euros de travaux.

- La création de 3 ressourceries :

Pour un montant à sa charge de 2.1 millions, le syndicat a facilité la mise en service de 3 ressourceries, en mettant à disposition des associations d'insertion par l'activité économique gestionnaires, des locaux à titre gratuit, sur les secteurs identifiés par le Programme Local de Prévention des Déchets, à savoir, le Vallespir (Céret), les Albères (Elne) et le Conflent (Prades).

- L'accompagnement des collectivités :

Le système de la convention tripartite (ADEME, Conseil Départemental, SYDETOM 66) n'existe plus. Cette convention a permis de financer un grand nombre de réalisations des collectivités. Le solde des dernières aides accordées aux Collectivités a été reporté dans les restes à réaliser depuis 2017. En 2019, 262 000 € ont été versés aux collectivités au vu de l'avancement des travaux², aucune demande de reversement n'a été reçue en 2020. C'est 2.14 millions qui ont été reversés aux collectivités sur le mandat. Il reste à ce jour 103k€ à reverser pour solder cette opération.



L'année 2020, malgré les contraintes liées à la pandémie de COVID 19, a vu :

- La fin des travaux de construction (1 339 000 €) et l'ouverture de la plateforme de déchets verts de Bompas en août 2020, plateforme dédiée aux collectivités, mais aussi aux professionnels et aux particuliers. Les subventions attribuées à ce projet s'élèvent à 150 000 €. Cette installation est gardiennée par 2 agents du syndicat.
- La fin des travaux de construction (1 000 000 €) et l'ouverture de la recyclerie du Conflent en décembre 2020. Les subventions attribuées à ce projet s'élèvent à 235 000 €. Cette installation est gérée dans le cadre d'un appel à projets par l'AICO (Association d'Insertion du Canton d'Olette).

² Reste 103 500 € à verser aux CT

III - PROSPECTIVE 2021-2026

A- CONTRAINTES BUDGETAIRES

1 - LA TGAP

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) a été instaurée par le législateur (application au 1^{er} janvier 2000) pour tendre vers la réduction de la consommation de produits polluants et limiter le développement des activités polluantes, en intégrant la charge afférente dans les coûts. La TGAP vise à faire internaliser aux installations de traitement les coûts de leurs externalités environnementales.

La TGAP déchets est due par les exploitants des installations de stockage ou de traitement thermique des déchets non dangereux, les installations de stockage ou de traitement thermique des déchets dangereux non exclusivement utilisées pour les déchets que l'entreprise produit, soumis à autorisation en application du livre V du code de l'environnement, mais également par les personnes qui transfèrent ou font transférer des déchets vers un autre Etat membre de l'Union Européenne.

Le tarif de la taxe varie en fonction de la nature et des caractéristiques des installations. La taxe est assise sur le poids des déchets reçus ou transférés.

Cette taxe est répercutée dans les contrats conclus avec les personnes physiques ou morales dont ils réceptionnent les déchets. Le SYDETOM 66 est donc directement impacté par toute variation de cette taxe, aussi bien dans le contrat qui le lie à son délégataire, la société CYDEL pour l'exploitation de l'UTVE et du Centre de Tri, que dans le contrat relatif à l'ISDND (Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux) d'Espira-de-l'Agly.

Afin d'atteindre les objectifs fixés par la Feuille de Route pour l'Economie Circulaire - FREC (réduire la production de déchets, favoriser le recyclage, et rendre l'incinération à haute performance énergétique moins coûteuse que le stockage), le gouvernement a souhaité réformer la fiscalité « déchets » à compter de 2021. C'est ce qui est contenu dans l'article 24 de la Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, avec notamment :

- Un renforcement de la trajectoire d'augmentation des tarifs de la taxe entre 2021 et 2025, afin d'assurer que le coût du recyclage soit inférieur à celui des autres modalités de traitement des déchets
- Une hausse générale de la composante déchet TGAP à partir de 2021 afin d'inciter les apporteurs de déchets, publics et privés à privilégier les opérations de recyclage par rapport aux opérations de stockage ou d'incinération

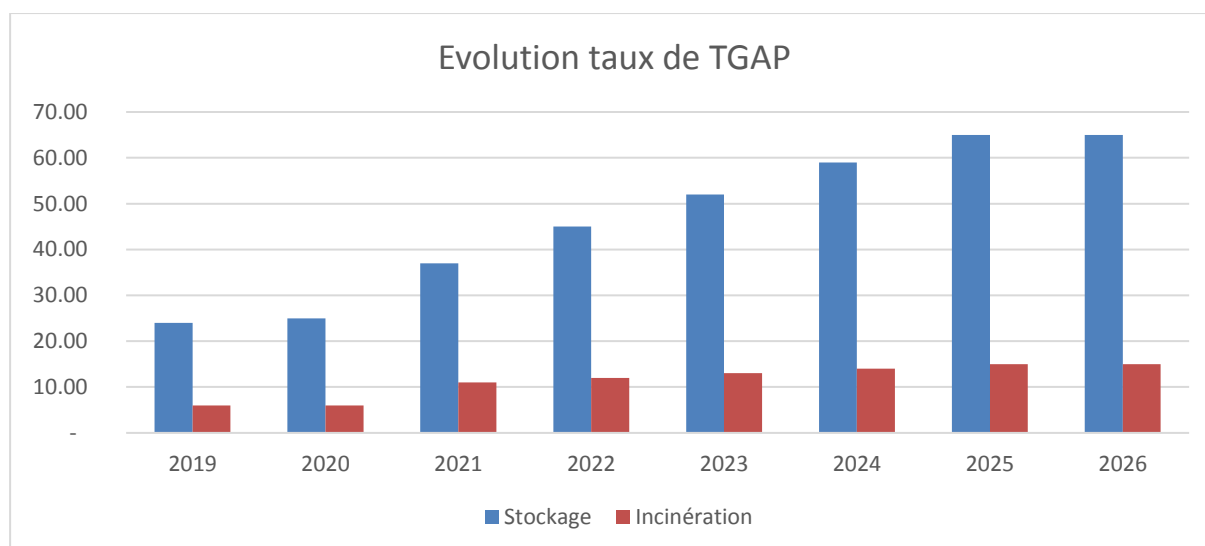
TGAP : prix par tonne traitée avant application de la TVA			
	<i>Stockage</i>	<i>UIOM + Chaleur</i>	<i>UIOM sans chaleur</i>
2016	20	4	4.
2017	23	6	6
2018	24	6	6
2019	24	6	12
2020	25	6	12
2021	37	11	17
2022	45	12	18
2023	52	13	20
2024	58	14	22
2025	65	15	25
>2030	100	40	50

En 2021, la **TGAP incinération** (UTVE) **augmente de 5 €HT** la tonne (+ 930 000 €TTC). Il est à noter que l'augmentation sera moindre sur les années suivantes (+ 1 €HT par tonne et par an jusqu'en 2025), mais le cumul de toutes ces augmentations sera très pénalisant pour le syndicat (à tonnage constant + 163 200 € + 5 800 tonnes de refus par an de 2022 à 2025)

Quant à la **TGAP stockage** (ISDND d'Espira de l'Agly), elle **augmente de 12 €HT** la tonne en 2021 (+ 536 000 €TTC projetés), 8 €HT en 2022, 7 €HT en 2023, 6 €HT en 2024 et 7 €HT encore en 2025.

De plus, il est à noter que la TVA (10 %) s'applique aussi sur la TGAP.

Ces augmentations très importantes de TGAP (+ 1 465 000 € en 2021) doivent nous faire réfléchir à des pistes de diminution des déchets traités en incinération et en stockage.

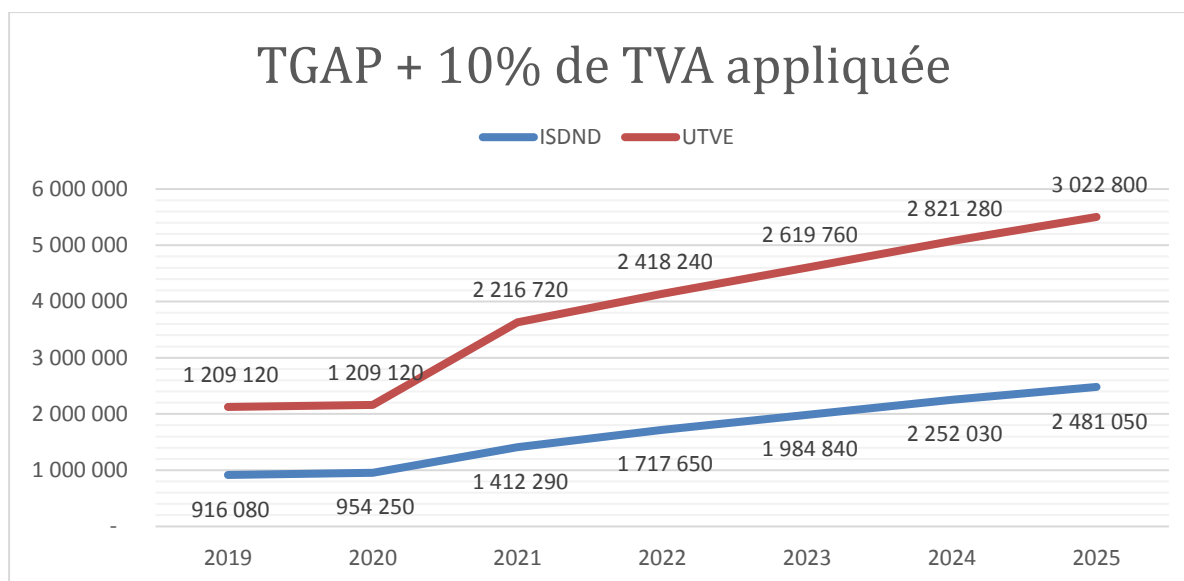


Le tableau ci-après projette, à tonnage égal, les hausses de TGAP jusqu'en 2025 pour :

- Tout Venant : 34 700 tonnes enfouies + 14 200 tonnes incinérées
- Ordures ménagères : 163 200 tonnes incinérées + 5 800 Tonnes de refus de tri contractuel

Années	Hausse par tonne en €		Coûts supplémentaires en €			
	ISDND	UTVE	ISDND	UTVE	TOTAL HT	TOTAL TTC
2021	12	5	416 400	916 000	1 332 400	1 465 640
2022	8	1	277 600	183 200	460 800	506 880
2023	7	1	242 900	183 200	426 100	468 710
2024	6	1	208 200	183 200	391 400	430 540
2025	7	1	242 900	183 200	426 100	468 710

Les masses financières liées à la TGAP sont très élevées comme le montre le graphique ci-après et impactent directement les coûts à la tonne.



2 - LA TAXE FONCIERE DE L'UTVE

Conformément au Bail Emphytéotique et Administratif (BEA) et à sa convention non détachable, la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), comme toutes les autres taxes d'ailleurs (CVAE, CFE), est payée par le délégataire (CYDEL) et remboursée par le syndicat à l'euro/l'euro, avec majoration de la TVA à 10 % dans le cadre de la refacturation.

Comme précisé lors du DOB 2020, et à la suite d'un contrôle fiscal, CYDEL avait vu les bases de la TFPB augmenter dans des proportions très importantes, pour un montant de TFPB de 90 134 € HT en 2017 à 542 155 € HT en 2018, et avait donc introduit une réclamation au motif qu'en qualité de crédit preneuse de l'immeuble, elle n'était pas redevable de la TFPB, le crédit bailleur, DEXIA FLOBAIL, en étant le propriétaire. Il est à noter toutefois que CYDEL rembourse intégralement les taxes à DEXIA conformément au contrat qui les lie.

S'en est suivie une discussion entre DEXIA FLOBAIL et les services fiscaux sur le montant des bases à appliquer, qui a abouti sur un redressement notifié à DEXIA FLOBAIL d'un montant de 2 187 460 € (546 865 x 4 au titre des années 2016, 2017, 2018 et 2019). Ce montant sera majoré de 10 % de TVA au titre de la refacturation de CYDEL au SYDETOM 66, soit 2 406 206 € à régler. A ce jour, cette facturation n'est pas encore parvenue au SYDETOM 66.

Aucune provision n'avait été faite sur le budget ni en 2019, ni en 2020 au titre de cette taxe.

Au Budget Primitif 2020, il avait été inscrit un montant de 605 000 € (550 000 € HT + TVA), au titre de la TFPB 2020. La dernière notification que nous avons reçue à ce titre-là mentionne un montant de 552 884 € (+ 10 % de TVA = 608 172,4 €).

Par ailleurs, et pour cette même année 2020, s'est rajoutée une autre TFPB, au titre des biens propres de CYDEL, d'un montant de 145 000 €, majoré de la TVA, soit 160 000 €.

Les 2 406 206 € ayant été finalement provisionnés dans le cadre d'une décision modificative en 2020, ils seront réglés dès réception de l'Avis des Sommes à Payer par DEXIA et refacturation de la part de CYDEL. Les 160 000 € ont déjà été facturés par CYDEL et réglés. Quant aux 608 172,4 €, ils ont été engagés et nous sommes dans l'attente, là aussi, de l'Avis des Sommes à Payer. Les excédents cumulés antérieurs et les économies faites durant l'année 2020 nous ont permis un règlement de tous ces montants sur l'année 2020.

En conséquence, le Budget Primitif 2021 devra comprendre une prévision de 780 000 € au titre de la TFPB 2021.

3 - LA HAUSSE DU TARIF DES ASSURANCES

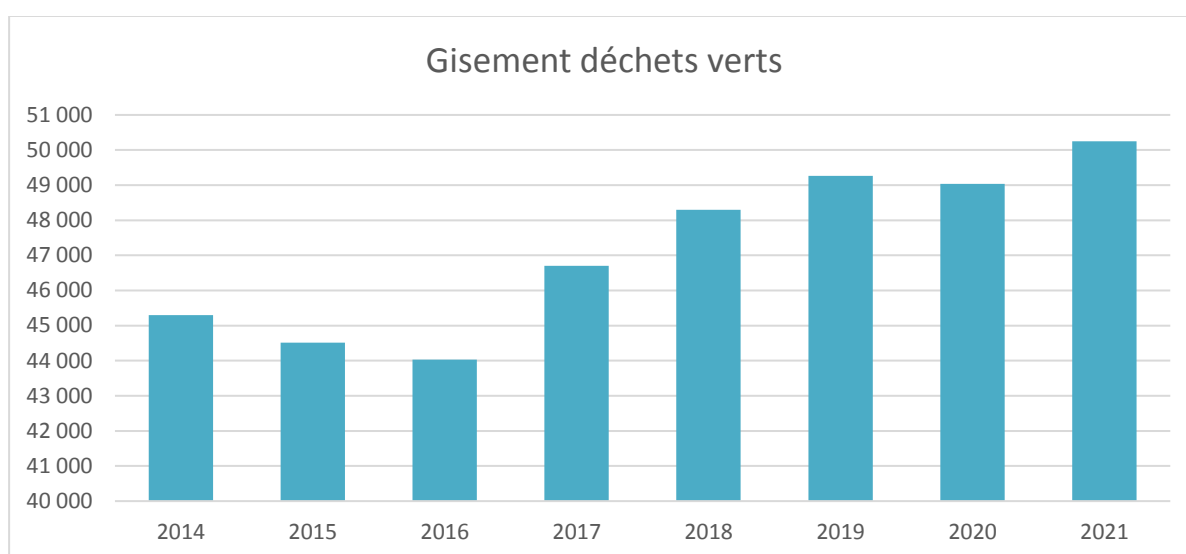
Les marchés d'assurances venant à échéance au 30 décembre 2020, le syndicat a relancé une consultation en juillet 2020 pour 7 lots, les nouveaux marchés devant entrer en application au 1^{er} janvier 2021. Des offres ont été remises pour la plupart des lots, inférieures pour certains à ce que nous avions auparavant (les assurances statutaires notamment pour 10 000 € en moins), mais un lot n'a pas trouvé preneur, le lot bâtiments. Il a donc fallu solliciter de nombreuses compagnies d'assurances pour essayer d'être assurés. La problématique venant du code NAF du syndicat, activité déchets, les compagnies étant très réticentes à assurer les acteurs du déchet, ou alors à des prix extrêmement élevés. C'est ainsi qu'une compagnie nous a proposé une assurance moyennant une prime de 125 000 € / an (en 2020, pour ce même risque nous payions chez AXA 18 000 €). Devant cette problématique, nous avons scindé le lot, d'un côté bâtiment administratif du siège et ressourceries, et de l'autre quai de transfert. Si nous n'avons pas eu de problème pour assurer les premiers bâtiments au prix de 1 800 € / an, pour les quais de transfert, nous avons eu une proposition de

l'ordre de 78 000 € avec pour certains risques une franchise à 150 000 € par bâtiment, que nous devrions provisionner pour 13 installations. Nous n'avons pas eu d'autre solution que d'accepter cette dernière proposition, qui impacte encore un peu plus notre budget de fonctionnement.

4 - LES CONTRAINTES D'EXPLOITATION POUR LE SYNDICAT

a. L'augmentation du gisement des déchets verts et les problèmes de qualité du gisement en déchèterie

Si l'année 2020 a permis un répit avec la baisse des tonnages et la recherche de nouveaux exutoires, et parce que l'année 2020 ne peut pas être une année référence, trop impactée par la crise sanitaire, la prudence veut que les prévisions de tonnages 2021 suivent la même courbe ascendante que celle qui est observée depuis 2016.



Une qualité des déchets verts transitant par les déchèteries qui se dégrade :

Cette problématique peut générer un coût de traitement du refus de criblage des déchets verts à la tonne compris entre 47 € HT 62 € HT. Ce coût peut encore augmenter très fortement si le taux de présence de matière inerte est supérieur à 5 %, le gisement doit être enfoui et le prix à la tonne atteindrait alors 113 € HT hors TGAP.

Le Syndicat pourrait envisager à terme une procédure de déclassement de ces caissons et une participation financière des collectivités.



Une enveloppe de **170 000 euros**, soit le traitement en valorisation privée de 3 000 tonnes de refus de criblage souillées par des inertes, a été prévue.

b. L'augmentation des refus de tri en collecte sélective

Le refus de tri a continué sa progression en 2020 et passe de **27.24% en 2019** (8 377 tonnes en refus sur 30 749 traitées) à **28.35% en 2020** (7 312 tonnes en refus réel sur 25 788 traitées hors détournement).

Ces erreurs de tri entraînent d'autres conséquences pour le délégataire, notamment les nombreux arrêts ainsi que la casse des tapis de la chaîne de tri et autres machines (presse à balles...).

Le coût pour le SYDETOM 66, est atténué grâce au montage financier de la convention qui lie le syndicat au délégataire, et qui protège en ce sens le syndicat, avec un taux de refus contractuel bloqué à 19% maximum (avenant n°7 de la DSP). Le coût s'élève néanmoins à **561 900 € TTC** en 2020, **soit 3.46 € la tonne d'OM incinérée**.

Il faut préciser que le délégataire, obligé de traiter en incinération ces refus et en assumer financièrement la charge, a sollicité dans le courant de l'année 2020 le syndicat pour lui facturer ce refus au réel, ceci dans le cadre de la conclusion d'un nouvel avenant à la DSP. Le montant estimé pourrait être de l'ordre de 240 000 € HT par an, non inscrit à ce jour dans nos prévisions budgétaires, dès lors que ledit avenant est toujours en négociation.

Afin de responsabiliser les collectivités et leurs administrés sur l'impact de la qualité du tri sur le coût du traitement, il pourrait être envisagé, dans le cadre de la facturation mensuelle, de rajouter ses propres tonnages de refus de tri à chaque collectivité. L'étude sur la tarification par flux pourrait, d'ailleurs, proposer cette option.

c. La présence des DASRI (Déchets d'Activités de Soins A Risques Infectieux) dans la collecte sélective

Depuis la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri, le délégataire a constaté une hausse importante des quantités de DASRI (aiguilles, déchets de soins souillés ...) sur les tapis du centre de tri.

Au-delà des graves risques de contamination que ces DASRI entraînent vis-à-vis des valoristes pour des raisons de sécurité, le délégataire doit arrêter très régulièrement la chaîne de tri pour les extraire. Annuellement, l'augmentation de ces temps d'arrêt représente 212 heures de plus sur la période 2017-2019 que sur la période 2014-2016, cela nécessitant la mise en place d'une équipe de nuit pendant 6 semaines supplémentaires, soit un surcoût annuel moyen depuis 2017 de l'ordre de 280 000 €.

Cette problématique s'est accrue avec la crise sanitaire COVID 19.

Le délégataire a sollicité là aussi le syndicat pour une prise en charge de cette perte de rémunération dans le cadre d'un avenant à la DSP. Comme pour la question précédente, ce coût supplémentaire n'a pas été intégré dans les prévisions budgétaires 2021.

Cette problématique nécessite une implication forte du service communication du syndicat afin de faire passer les bons messages de sensibilisation au niveau des collectivités adhérentes. De nombreux contrôles sur les bacs sont également réalisés.

En 2021, le taux de pollution de la collecte sélective par des DASRI est toujours aussi important : avec une masse moyenne de 298.25 kg /mois, le poids annuel estimé s'élève à 2 088 kg, contre 1 935.5 kg en 2019.

En début d'année, avant la crise sanitaire, un programme de formation des Ambassadeurs Du Tri des collectivités avait été initié mais n'a pu être mis en œuvre dans les territoires. A l'échelle du SYDETOM 66, des informations sur les consignes de tri et la réglementation en vigueur sont proposées à tous les professionnels et établissements de santé qui ont été identifiés comme sources de pollution. Cette problématique sera traitée dans la stratégie communication sur le refus de tri en 2021.

d. La difficulté de reprise de certains matériaux en Centre De Tri

L'arrêt de la reprise des matières par la Chine depuis 2018 a entraîné un impact économique sur les contrats de reprise des matériaux portés par le SYDETOM 66, la rémunération étant directement encaissée par le délégataire.

En effet, dès 2019, les principaux repreneurs ont souhaité renégocier à la baisse les prix plancher, entraînant de fait une perte de rémunération pour le délégataire et d'intéressement pour le syndicat.

En raison d'un contexte économique particulièrement difficile en 2020, résultat de l'effondrement du cours des prix de reprises, deux de nos repreneurs ont dénoncé leur contrat au 31 décembre 2020, à savoir :

- VEOLIA pour les papiers gros de magasin 1.2/1.11, PET CLAIR, MIX PE/PP/PS, PET FONCE et FILMS PLASTIQUES
- DERICHEBOURG pour les ACIER CS et ACIER MACHEFERS

De ce fait, une nouvelle consultation a été engagée dès le mois de septembre 2020, pour des contrats de 2 ans (1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022), cette échéance étant calée sur la durée restante de l'agrément CITEO Barème F.

Les repreneurs retenus sont les suivants :

- SAICA pour le PAPIER 1.11 et 1.02
- VALORPLAST pour le PET CLAIR / PET FONCE / MIX PE/PP / PLASTIQUE OPAQUE / FILMS
- LINARES pour l'ACIER CS et l'ACIER MACHEFERS

Toutefois, et bien que de nouveaux contrats aient pu être conclus (ce qui n'était pas gagné d'avance), il n'en demeure pas moins que les recettes liées à la reprise des matériaux sont revues à la baisse, comme indiqué dans le tableau ci-après, ce qui impacte de fait l'intéressement dû par le délégataire au syndicat.

Matière	Coût de reprise/ € Tonne Au 01/01/2018	Coût de reprise/ € Tonne Au 01/01/2020	Coût de reprise/ € Tonne Au 01/01/2021
1.11 (papiers graphiques)	105	90	47
1.02 (papiers)	65	0	0
1.04 (cartons)	95	15 prix plancher	15 prix plancher

e. Des infrastructures qui vieillissent

Les quais de transferts du SYDETOM66 au nombre de 14, répartis sur l'ensemble du territoire du département sont exploités en régie. Ils ont été soit transférés au syndicat en 2003 lors de la MSI de l'UTVE, soit ils font partie d'un programme de constructions réalisé par le Syndicat au fil des années et de la montée en charge de l'activité.

Quais de transfert	Date de transfert ou mise en service
QT Ille Sur Têt	-
QT Port-Vendres	2000
QT Céret	2001
QT Canet	2002
QT Saint-Laurent de Cerdans	2002
QT Prades	2003
QT Bolquère	2003
QT Ur	2003
QT Argeles-Sur Mer	2004
QT Thuir	2004
QT Lesquerde	2005
QT Perpignan	2006
QT Saint-Cyprien	2006
QT Saint-Hippolyte	2009

On constate que la majorité de ces sites a aujourd'hui entre 15 à 20 ans d'exploitation. Ce sont des structures qui souffrent notamment par l'agressivité des jus acides des Ordures Ménagères, des poussières..., et il faudra donc prévoir désormais, tous les ans un programme de maintenance et de travaux.

En 2021, **250 000 euros de travaux et grosses réparations** sont programmés (réfection de dalles, remise à niveau des éclairages externes (LED), structures, changement ponts bascules, réfection de toits, modernisation de ponts roulants...).

Par ailleurs, certains quais de transfert ne sont pas équipés ou dimensionnés pour accueillir des bennes de collecte sélective : Ur, Bolquère notamment, aujourd'hui, la collecte sélective des hauts cantons est collectée par un prestataire privé, la sté SERNFRAN qui la transporte directement au centre de tri de Calce ; Lesquerde, St Laurent de Cerdans ; pour les autres, il s'agira de porter une attention particulière aux véhicules utilisés pour collecter, afin que ceux-ci soient adaptés à nos installations.

Néanmoins, des investissements importants ont déjà été discutés et/ou adoptés en Comité Syndical :

- La construction d'un nouveau quai de transfert sur la commune de UR, ainsi qu'une plateforme de déchets verts pour les hauts cantons. L'actuel quai de transfert de Ur, exploité par le syndicat, est obsolète à ce jour (caissons à compaction et pas d'accueil pour la collecte sélective ...). De plus, il se trouve imbriqué dans la déchèterie exploitée par la Communauté de Communes Pyrénées Cerdagne, cette dernière s'étant engagée à réhabiliter son

installation, le syndicat doit laisser la place libre. Ainsi, des terrains sont en cours d'acquisition par le syndicat sur le même secteur afin d'y construire le nouveau quai de transfert.

- En ce qui concerne la plateforme de déchets verts, projetée également sur ce même secteur, une étude de sol est actuellement en cours, cette dernière devant déterminer la faisabilité de l'opération in situ.
- Les membres du Comité Syndical réunis le 03 décembre 2020 ont acté la fermeture du quai de transfert de Ille sur Têt, eu égard à la dangerosité du site. Ainsi, en 2021 il est prévu d'étudier la faisabilité de la répartition des tonnages qui transitaient par cette installation, sur d'autres sites du syndicat, et notamment sur le quai de transfert de Thuir, qu'il faudra certainement redimensionner. Une somme de 2 000 000 d'€ est prévue en ce sens au budget 2022.

f. Le traitement de l'amiante et des autres flux de déchèteries

Le SYDETOM66 n'exerce pas la compétence « Traitement des bas de quais de déchèteries », cette dernière étant à la charge des EPCI dans le cadre d'une exploitation complète haut et bas de quais des déchèteries. Toutefois, il participe fortement à cette activité avec notamment la signature des contrats avec les éco-organismes porteurs des REP (Responsabilité Elargie des Producteurs), mais aussi par des actions sur les flux, qui n'ont pas de filière REP, tels que l'amiante, les bouteilles de gaz, les fusées, les huiles, les extincteurs... En 2020, **48 800 euros** ont été réalisés pour cette activité (**environ 0.3 euros la tonne OMr incinérée**).

Plusieurs interrogations se posent aujourd'hui pour le syndicat, et notamment la légitimité à continuer cette action « non maîtrisée ». En effet des flux comme l'amiante, voient leur tonnage croître d'année en année, **50 000 euros** devront être budgétés pour le seul gisement de l'amiante en 2021. Bien entendu ces montants n'intègrent pas le temps « agents » passé sur ces postes, avec notamment la récupération des bouteilles de gaz, des extincteurs sur les déchèteries...et le suivi des contrats.

En 2021, il est prévu d'amorcer une action sur le traitement des pneus, en ouvrant la filière ALIAPUR (REP). Ce traitement va générer des « refus » qu'il faudra envoyer en traitement spécifique chez EUREC à Béziers, pour une prévision budgétaire de l'ordre de 8 000 €.

Il conviendrait que les collectivités se positionnent sur cette compétence « Bas de quais de déchèteries » car elle ne peut plus être exercée de façon partielle par le syndicat.

g. Les modifications de tournées de collecte par les collectivités

Collecte et Traitement vont de pair dans la gestion des déchets et une prise de décisions sur l'une ou l'autre de ces compétences peut avoir des conséquences importantes pour chacune des parties concernées. Ainsi, le syndicat SUBIT les modifications des tournées de collecte décidées par les collectivités, avec des impacts financiers et techniques non négligeables :

- Certains quais voient leur activité diminuer, toutefois le syndicat doit continuer à supporter des coûts de personnel, les frais fixes d'exploitation et de maintenance...
- Le passage en C0.5 pour les EMR et en C1 pour les OMr a également perturbé l'activité des quais et la prestation de transport (contrat revu à la hausse) ...

En conséquence et afin d'optimiser son activité et ses frais de fonctionnement, le SYDETOM66 va engager une réflexion sur l'organisation de ses installations, passant notamment par une refonte des horaires d'ouverture de ces derniers.

Il est également prévu de retravailler et de reprendre la discussion relative au quai de transfert de St Laurent de Cerdans avec la communauté de communes du Haut Vallespir, qui en est l'utilisatrice (cette installation accueille en moyenne 2 apports par jour entre 10h et 13h).

h. Les actions départementales de Prévention

Le décret n°2015 -662 du 10 juin 2015 relatif aux Programmes Locaux de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), a modifié le Code de l'Environnement dans ses articles R 541 41 19 à R 541 41 28, en incluant notamment l'obligation pour les collectivités à compétence collecte de porter un PLPD (Art R 541 41 20).

Le SYDETOM66 a toutefois continué à s'investir directement dans ces programmes au travers de différentes actions :

- Commande groupée pour l'acquisition de composteurs et bio-sceaux, afin de maintenir un prix compétitif (nouveau marché conclu en 2020)
- Mise en œuvre directe des actions dont le financement est soumis à une REP, dont la prévention de la nocivité des déchets (signature des contrats avec l'ensemble des éco-organismes)
- Conduite de l'action départementale de collecte du textile
- Schéma départemental de développement des ressourceries/recycleries
- Mise en œuvre d'une communication départementale durant la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets

En 2021, une prévision budgétaire de l'ordre de **56 000 € (34 cts d'euros la tonne)** a été inscrite de façon à continuer à assurer ces actions de Prévention Départementales.

Les composteurs sont refacturés aux Collectivités au tarif de 20 € l'unité pour un coût moyen d'acquisition de 32 €.

En sa qualité de syndicat départemental, le SYDETOM 66 envisage la création à son niveau d'un « observatoire des PLPDMA », cet outil ayant pour objectif d'accompagner les EPCI dans la conduite de leurs PLPDMA (conseil, mise en relation, veille nationale, banque de données, rencontres, échanges, partages, retours d'expériences ...), ceci dans l'objectif d'une cohérence départementale pour atteindre les objectifs réglementaires fixés. Les collectivités ont été sollicitées en ce sens.

i. La fermeture du site privé de St Hippolyte

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le site privé de compostage anciennement géré par la société VEOLIA sur Saint-Hippolyte est fermé (7 000 tonnes de déchets verts y étaient traitées).

Une autre solution de traitement a donc dû être trouvée pour les collectivités de PMM, le critère de proximité étant primordial puisque ces dernières transportent les déchets verts bruts.

La commune de Torreilles a donné son accord pour une extension de l'aire existante. L'opération (études, maîtrise d'œuvre, travaux...) a été estimée à environ **1 200 000 €**, budgétée sur 2020 (le financement se faisant par un emprunt et en sollicitant des subventions), et reportée sur 2021.

j. L'ISDND (installation de stockage d'Espira de l'Agly)

Le marché avec la société VEOLIA est arrivé à échéance au 30 juin 2020. Cette installation est le seul exutoire sur le département, la renégociation avec le prestataire a fixé le tarif à la tonne comme suit :

- Du 01/07/2020 au 31/12/2021, 77 euros par tonne (soit +10 €), pour un cout supplémentaire de 150 000 € sur l'année
- 82 € en 2022 et 88 € en 2023

Il convient donc de trouver d'autres exutoires pour ce flux, dont le tonnage reste très important (48 800 tonnes en 2020) et qui de surcroît est très impacté par la TGAP stockage (25 € la tonne en 2020 à 37 en 2021, puis 45 en 2022, 52 en 2023, 58 en 2024 et 65 en 2025).

Par ailleurs, il faut rappeler que l'ISDND est appelé à disparaître en 2027 (fin de l'autorisation d'exploiter), et qu'en conséquence, il faudra trier les déchets destinés à l'enfouissement, pour un coût d'une installation estimé à **10 000 000 €**.

5 - LES NOUVEAUX CONTRATS

Certains contrats arrivent à échéance en 2021 et le Sydetom66 doit se positionner quant aux modalités de leur renouvellement.

L'incinération du tout-venant à l'UTVE arrive à échéance en octobre 2021. Ce marché permet de détourner du stockage 15 000 tonnes maximum de tout venant et donc de bénéficier d'une TGAP inférieure à celle du stockage ; mais il nécessite au préalable, un tri et un broyage. La qualité du produit devient donc très importante. Ce marché a été négocié sans revalorisation tarifaire sur les 3 dernières années, ce qui ne sera normalement pas le cas pour le prochain marché à intervenir, vu les problèmes de qualité générés cette dernière année. De plus le Sydetom66 devra négocier avec le délégataire afin d'essayer d'optimiser la part incinérable du tout-venant.

Le Sydetom66 loue des engins, une tractopelle pour le quai d'Ille sur Têt, qui arrive à échéance en juillet, et plusieurs autres engins pour l'activité de broyage et criblage

de déchets verts dont les contrats arrivent aussi à échéance entre fin septembre et la fin d'année 2021. Il convient notamment de se positionner quant à la date de fermeture du quai d'Ille afin de relancer ce marché sans s'engager sur une durée inutile. Pour les autres engins, il conviendra également d'étudier la pertinence de la location par rapport à l'acquisition.

Le marché du GNR (Gasoil Non Routier) doit aussi être relancé en fin d'année et risque d'être fortement impacté par la hausse du pétrole.

Au niveau de la valorisation des déchets verts, le marché en cours arrive à échéance en juin, il peut être reconduit tacitement pour une durée d'un an supplémentaire ou relancé en intégrant l'évacuation du broyat sur d'autres exutoires.

6 - LE BUDGET ANNEXE CHALEUR HAUTE TEMPERATURE

Le Réseau de Chaleur Urbain (RCU) dit « Haute température », destiné, à partir de la combustion des Ordures Ménagères, à valoriser la chaleur de l'UTVE de Calce et à la distribuer à divers établissements publics et privés (Hôpital de Perpignan, Clinique la Pinède, Cémoi), a été construit sur les exercices 2018 et 2019 sur le budget général.

Par courrier du 18 juin 2019, le syndicat a interrogé la Préfecture sur la possibilité de maintenir l'activité liée au RCU dans le budget général jusqu'en 2026, fin de la DSP.

Dans son courrier en réponse du 21 novembre 2019, le Préfet indique que le maintien sur le budget général de l'activité chaleur haute température ne paraît pas envisageable au-delà du 31 décembre et qu'il convient, comme la délibération 60-2017 le motivait, de créer un budget annexe, assujetti à la TVA, en instruction M4 (SPIC).

Ainsi, par délibération n°60-2019, le Comité Syndical a acté l'extraction de cette activité vers un budget annexe.

Sa projection actuelle montre un solde cumulé de +2 600 € fin 2026. Il conviendra de renégocier en conséquence la RODP pour la période post DSP.

PS : Les opérations concernant le solde de la construction du RCU (encaissement de subventions pour équilibrer la dépense initiale) sont inscrites dans le budget général (cf. DM1/2020).

7 - LA LOI AGECE (ANTI GASPILLAGE POUR UNE ECONOMIE CIRCULAIRE)

Publiée au JO le 11 février 2020, la loi AGECE entend accélérer le changement des modèles de production et de consommation afin de réduire les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat, mais aussi de créer des emplois non délocalisables sur les territoires. Elle s'articule autour de plusieurs grandes orientations : réduire les déchets et sortir du plastique jetable, mieux informer le consommateur, agir contre le gaspillage, mieux produire et lutter contre les dépôts sauvages.

Au 1^{er} janvier 2021 (de nouvelles mesures entreront en application tous les ans jusqu'en 2024) :

- Interdiction des pailles, couverts, touillettes plastique, boîtes de polystyrène expansé en restauration rapide et des confettis plastique ;
- Interdiction de la mention biodégradable sur les produits d'emballages ;
- Possibilité d'apporter ses propres contenants en magasins et bénéficier de prix plus bas ;
- Interdiction de mise à disposition des sacs plastique en magasins ;
- Mise en place dans les supermarchés de bacs de récupération des emballages et suremballages ;
- Obligation d'apposer le logo TRIMAN sur tous les produits et leurs emballages harmonisant ainsi l'information sur le geste de tri ;
- Interdiction de la destruction des invendus non alimentaires
- Mise en place d'un indice de réparabilité (sur 10) pour les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques – DEEE ;
- Mise en place d'une information pour faciliter la réparation et l'utilisation de pièces détachées d'occasion ;
- Mise en place d'une information sur la durée de mise à jour des logiciels d'exploitation des ordinateurs et téléphones ;
- Encourager les produits plus respectueux de l'environnement par la mise en place d'un système de bonus/malus sur les produits faisant partie d'une REP ;
- Mise en place d'objectifs pour les filières REP en matière de réemploi, de réparation, de réutilisation et d'écoconception.

Un volet important de la loi AGEC est consacré à la nouvelle réglementation relative à la collecte et au traitement des biodéchets. Une étude est actuellement en cours, pour aboutir à une solution de traitement départementale.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) devrait être modifié pour tenir compte des nouvelles orientations de la Loi AGEC.

8 - LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)

Adopté le 14 novembre 2019 en Assemblée plénière du Conseil Régional de l'Occitanie, ce plan part d'un état des lieux pour élaborer une planification de la prévention des déchets à termes de 6 à 12 ans.

Il prévoit une évolution de la population des Pyrénées Orientales de +6 % entre 2015 et 2025 et de +3 % entre 2015 et 2031.

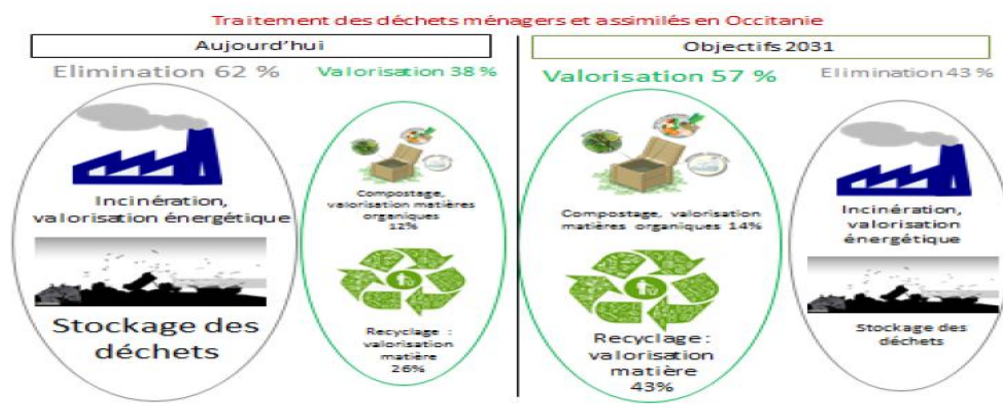
Les scénarios du plan intègrent des objectifs régionaux de prévention et de valorisation, définis par déclinaison des objectifs nationaux, l'objectif 1er étant bien entendu la prévention des déchets avec comme précepte : « Le meilleur déchet c'est celui que l'on ne produit pas ».

Ces objectifs prévoient dès 2020 de :

- Réduire de 10% (objectif 2025 et 15 % en 2031) les déchets ménagers et assimilés (DMA) (- 63 kg par habitant et par an)
- Réduire de 30% les quantités de déchets mis en décharge
- Réduire de 20% (objectif 2025 et 25 % en 2031) les déchets verts apportés en déchèterie

- Réduire les quantités de déchets d'activités économiques
- Réduire de 50% (objectif 2025 et 61 % en 2031) les bio-déchets (déchets de repas et déchets verts) présents dans les Ordures Ménagères résiduelles (OMr)
- Stabiliser les quantités de déchets dangereux collectés
- Améliorer les collectes sélectives en vue de leur valorisation. Objectifs par habitant et par an :
 - Verre : +16%
 - Emballages et papier : + 14%
 - Textile : + 7%
 - DEE : + 12%
- Recycler 55% des déchets non dangereux des ménages et des entreprises
- Valoriser 70% des déchets du BTP
- Atteindre 22% de la population couverte par une fiscalité par foyer au volume ou au poids (tarification incitative)
- Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation pour les déchets encombrants

Le schéma de traitement des déchets ménagers et assimilés en Occitanie rendra prioritaire en 2031 la valorisation matière et organique au détriment de l'incinération et du stockage.



Bien que le SYDETOM66 anticipe sur les modalités de traitement de demain, on ne peut constater que les axes d'amélioration dans la gestion des déchets se situent essentiellement aujourd'hui à l'échelle de l'intercommunalité (Collecte/Prévention).

Le SYDETOM66 subit les augmentations de tonnages (déchets verts...), leur mauvaise qualité (refus de criblage des déchets verts, refus de tri, DASRI...) et en supporte les coûts de traitement qui augmentent et les taxes (TGAP, déclassements...).

Plusieurs sujets restent à arbitrer pour mettre en œuvre le plan régional :

- **Le traitement des biodéchets**

Les biodéchets devront être soit triés et recyclés à la source, soit collectés séparément et non mélangés avec d'autres types de déchets avant le 31 décembre 2023.

Dans le cadre de la compétence « Collecte des déchets ménagers et assimilés », chaque collectivité est libre de définir des solutions techniques de compostage de

proximité et/ou de collecte séparée des biodéchets ainsi qu'un rythme de déploiement adapté au territoire. Pour cela des diagnostics territoriaux sont indispensables.

Afin de créer une dynamique autour du sujet et de trouver une synergie collecte/traitement pour ce flux, le SYDETOM 66 a porté à l'échelle départementale la réalisation d'un diagnostic et d'une étude de scénarii sur l'ensemble des territoires intercommunaux adhérents au syndicat.

En fonction des solutions techniques choisies par les collectivités, le SYDETOM66 devra envisager une solution de traitement avec la réalisation d'un méthaniseur public ou autre.

La Communauté de Communes Albères Côte Vermeille Illibéris (ACVI) s'est portée volontaire pour être territoire TEST ; les expérimentations devraient commencer dans le courant de l'année 2021 (automne très certainement).

- **L'amélioration du tri du tout-venant**

L'évolution de la TGAP sur le stockage, la fermeture de l'ISDND d'Espira de l'Agly (fin de l'autorisation d'exploiter en juin 2027), les orientations et objectifs du PRPGD (réduction du stockage, pas de constructions de nouveaux sites), doivent engendrer une réflexion sur le mode de traitement pour le flux tout-venant.

Une caractérisation sur le tout venant des déchèteries, enfoui à l'ISDND d'Espira de l'Agly, est programmée et budgétée pour 2021. L'objectif étant de déterminer les types de déchets pouvant être extraits de l'enfouissement. Cette étude sera subventionnée à hauteur de 70%.

De plus, une étude complémentaire sur les futurs exutoires devrait être amorcée.

- **L'amélioration de la qualité de la collecte sélective**

Constat : Aujourd'hui, 1/3 de la collecte sélective est déclassée en refus de tri.

Ce gisement a un coût trop important pour le Syndicat.

Afin d'atteindre les objectifs du plan régional et d'améliorer nos performances de tri, il faudra envisager des actions tant au niveau du SYDETOM66 que des collectivités.

Cela va passer par :

- Un accompagnement et une sensibilisation des collectivités au travers de campagnes de caractérisations de leur gisement (cartographie de leurs propres performances et un programme d'actions individuels)
- Une communication départementale pour sensibiliser l'utilisateur
- Une sensibilisation des élus des collectivités
- Une implication des ADT des collectivités

En 2021, les caractérisations réalisées au centre de tri et sur les quais de transfert seront renforcées.

- **La gestion des déchets verts**

Objectifs :

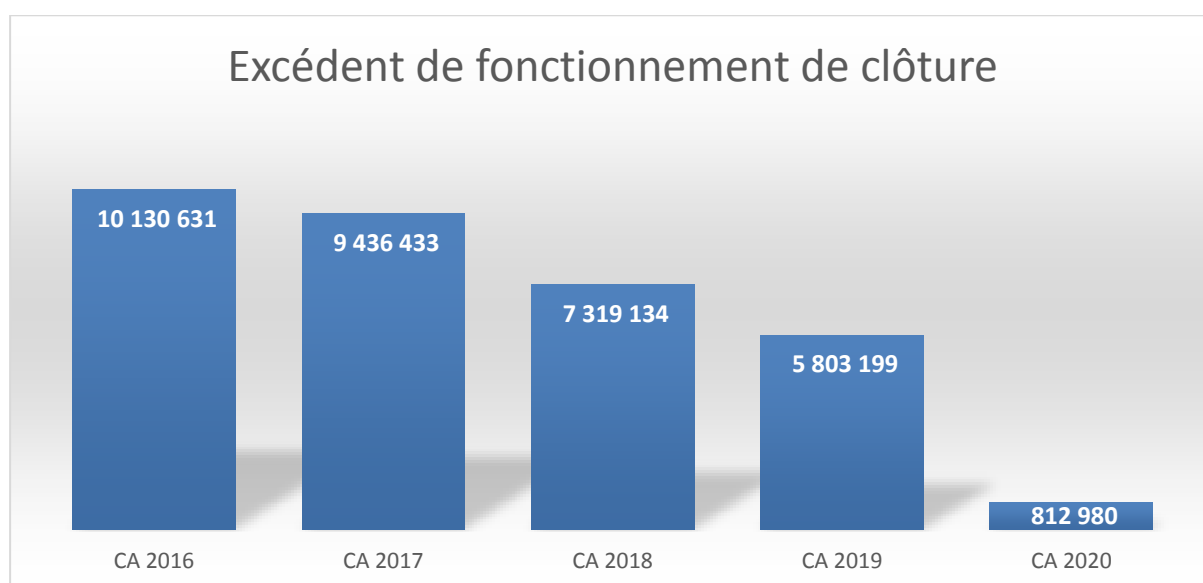
- -20% en 2025
- -25 % en 2031

Pour atteindre ces objectifs, il conviendra notamment de :

- Repenser la production et l'usage des déchets verts ;
- Et limiter la prise en charge des déchets verts par le service collecte/déchèterie en proposant des alternatives à leurs producteurs.

B-PERSPECTIVES FINANCIERES

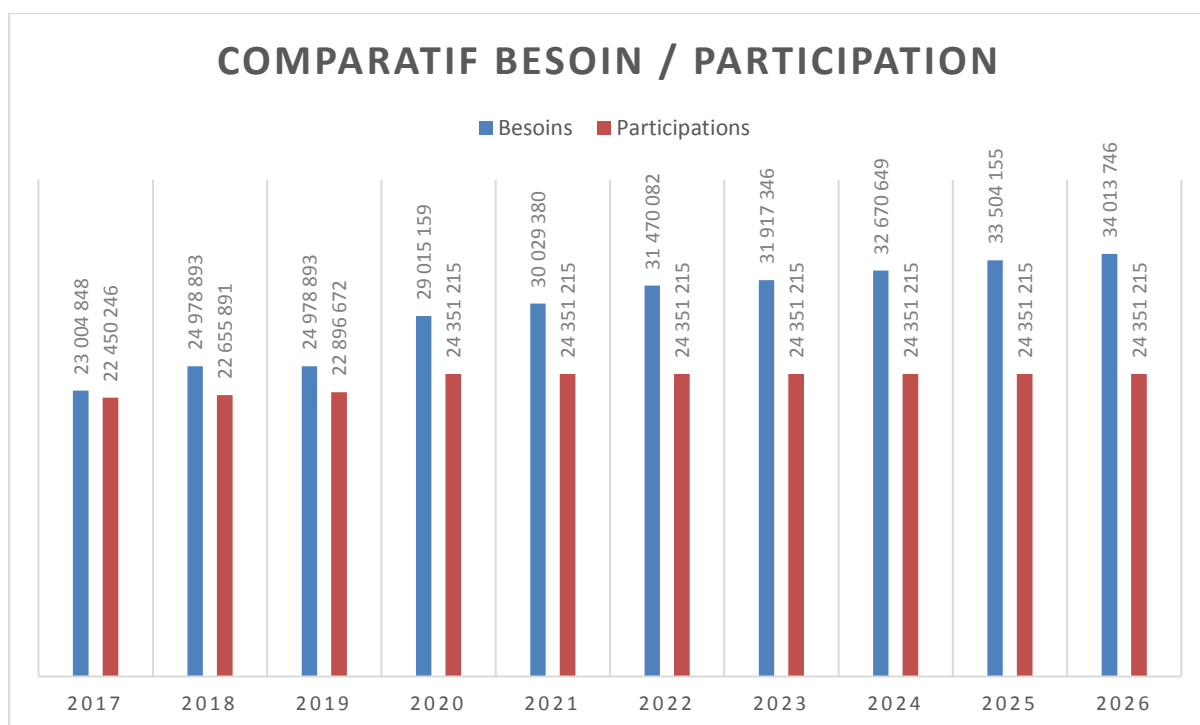
Si l'excédent a permis de combler la différence entre le besoin réel et la participation appelée ces 4 dernières années, **il est pratiquement absorbé en 2020**, comme cela a déjà été annoncé lors du DOB 2020³. Ainsi, l'augmentation de la participation des collectivités est indispensable pour le fonctionnement du syndicat, ce n'est plus une option.



*2020 projeté

Le graphique ci-après, transmis à chaque DOB et réactualisé chaque année, projette le besoin de financement jusqu'en 2026, la participation projetée sur la période 2021-2026 étant calculée en fonction du dernier prix voté connu.

³ Voir Annexe 1.



Les prévisions projetées jusqu'en 2026 INTEGRENT :

1 - En investissement :

- Un quai pour les hauts cantons estimé à 2.025 millions d'euros en 2021 (nécessité pour la communauté de communes Pyrénées Cerdagne de réhabiliter sa déchèterie installée sur la commune de Ur, mais quai de transfert actuel imbriqué dans la déchèterie communautaire et en conséquence obligation pour le SYDETOM 66 de déplacer son activité)
- Une plateforme de déchets verts pour les hauts cantons estimée à 1.650 millions d'euros en 2021 (obligation pour le syndicat de déplacer son activité déchets verts qui jouxte actuellement l'actuel quai de transfert sur la commune de Ur)
- Un quai pour les aspres (quai de transfert de Thuir actuellement « obsolète » et saturé pour un secteur en développement, qui plus est devant accueillir les collectes du secteur de Roussillon Conflent suite à la fermeture du quai de transfert de Ille sur Têt) pour 2 millions d'euros en 2022.
- 0.480 million par an pour les aménagements et renouvellements des infrastructures et matériels existants projetés avec une hausse de 1.8% par an
- La dette connue et celle simulée pour les futurs investissements

Ces dépenses sont équilibrées par le FCTVA projeté, les virements du fonctionnement (amortissement de biens et couverture de dette) et des emprunts, puisqu'à ce jour aucune subvention n'est accordée au Sydetom66, leur projection peut donc varier si les demandes de subventions pour le plan de relance aboutissent.

Les nouvelles constructions feront l'objet de décisions individuelles adoptées par le Comité Syndical.

2 – En fonctionnement :

- La hausse des taxes (Taxe Foncière et Contribution Economique Territoriale) à rembourser au délégataire. Elles ont été prévues initialement pour 2020 à 1.250 millions puis projetées avec une progression de 1.80% jusqu'en 2026. Elles ont été réajustées à la réalité des coûts de 2020 soit 1.406 millions puis projetées avec la même progression. Pour mémoire la Taxe foncière de l'UTVE est passée de 99147 € TTC en 2017 à 768 000 € en 2020 (+1.35 € par tonne par rapport aux prévisions 2020)
- La hausse des assurances (+0.39€/t)
- La hausse de la TGAP sur l'incinération (+ 5.64 €/t)
- La baisse des recettes de reprise du verre (+1.1 €/t)
- L'effondrement de la mercuriale des matériaux qui affecte l'intéressement reversé par le délégataire (+5.51€/t) et les recettes des éco-organismes (+4.29 €/t)
- Les recettes sur les déchets verts revues à la baisse (0.61€/t)
- Provision pour baisse de tonnages (1.1€/t)

Elles N'INTEGRENT PAS :

1 - En investissement :

- La création d'un exutoire pour le traitement des bio-déchets qui doivent être extraits de l'incinération réglementairement avant fin 2023 ;
- L'aménagement des quais de transfert pour accueillir la collecte des PAV en cas de transfert de celle-ci vers les EPCI ;
- Un nouvel exutoire et/ou un centre de tri pour le tout-venant avant 2027 ;

2 – En fonctionnement :

- L'avenant sollicité par le délégataire la société Cydel, notamment pour le refus de tri au-delà des 20 % contractuels (plus de 200 000 € / an). Il faut noter que cette demande d'avenant comprend de nombreux autres points qui aujourd'hui ne nous paraissent pas recevables, et c'est en ce sens que le syndicat a répondu au délégataire ;
- La création d'une provision pour pallier la nouvelle franchise appliquée sur les contrats d'assurance ;
- La mise en place d'un Réseau de Chaleur basse température (projet de serres) et l'avenant lié pour les travaux dans l'UTVE ;
- La mise aux normes des BREF incinération dans l'UTVE sous forme de subvention au délégataire ou d'avenant pour la mise en conformité (acquisition analyseur de mercure pour un budget estimé à 800 000 € et pouvant aller jusqu'à 1 200 000 €) ;
- L'impact sur la DSP de l'extension du RCU sur PMM (avenant à prévoir avec le délégataire).

1. TARIFICATIONS

a. Coûts à la tonne

Chaque coût a été ramené à un « coût à la tonne » pour les deux seuls flux financés par les participations des collectivités : les ordures ménagères et le tout-venant, avec un tonnage identique à l'année sur la période projetée⁴.

Le besoin minimum est donc identifié ainsi :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ordures ménagères	93.63	100.60	107.72	109.75	111.82	114.51	116.60	117.82
Collecte sélective	13.49	18.62	26.16	32.27	32.91	33.56	34.25	34.77
Déchets verts	11.58	11.25	13.93	14.06	14.31	14.57	14.83	15.10
Autres flux	-0.15	-0.47	-0.32	0.43	0.46	0.48	0.51	0.53
Charges à répartir	32.53	48.92	36.52	36.32	36.07	37.06	39.11	40.19
Coût réel à la tonne d'OM	151.07	178.92	184.00	192.83	195.57	200.19	205.30	208.42
Participation des collectivités	138.30	150.00						
Coût réel à la tonne de Tout Venant	97.66	106.22	120.65	131.71	142.5	150.16	157.05	158.15
Participation des Collectivités	95.00	105.00						

2019 et 2020 :

Pour l'ordure ménagère qui finance toutes les dépenses du Sydetom66 sauf le tout-venant :

- En 2019, le **coût réel de la tonne incinérée en fonctionnement a été de 151,07 €,** or la participation des collectivités n'a été que de **138,30 €/tonne**.
- **En 2020**, le coût projeté est de **178.92 €/tonne** alors que la participation a été appelée à **150 €/tonne**.

Si l'on extrait la provision pour le remboursement des taxes foncières de l'UTVE qui représente 14.84 €/tonne en 2020, l'utilisation de l'excédent sur l'année a été de près de 2.3 millions puisque les collectivités ne paient pas le coût réel du service.

Pour le tout-venant :

- En 2019, le **coût réel de la tonne de tout-venant a été de 97.66 €/tonne**, or la participation des collectivités était de **95 €/tonne**.
- **Pour 2020**, le coût projeté est de **106.22€/tonne**, en raison du terme du contrat et de l'offre de Véolia alors que la participation a été appelée à **105 €/tonne**.

⁴ Tonnages projetés en valeur constante : Ordures ménagères = 163 200 tonnes, Tout venant = 48 900 tonnes.

2021 – 2026 :

- Ordures Ménagères (qui finance toutes les dépenses sauf le tout-venant)

Dans ce contexte, **3 hypothèses financières** ont été envisagées au regard **des besoins** du Syndicat afin de reconstituer le fonds de roulement, gage de fiabilité mais aussi de solidité de la structure.

La préconisation pour un syndicat comme le Sydetom66 est d'avoir en fonds de roulement 30 à 60 jours d'avance ce qui représente entre 3.5 et 7 millions d'euros. La projection envisagée est sur la tranche la plus basse.

BESOIN MINIMUM DU SYNDICAT SANS RECONSTITUTION DE L'EXCEDENT

Tonnes projetées 163200	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Besoin de financement en euros	30 029 380	31 470 082	31 917 346	32 670 649	33 504 155	34 013 746
Soit en euros/tonnes	184.00	192.83	195.57	200.19	205.30	208.42
Excédent antérieur en euros conservé	812 781					

PROJECTIONS POUR UNE RECONSTITUTION D'EXCEDENT

Reconstitution sur 2 ans	2021	2022	2023	2024	2025	2026
En euro/tonne	10.49	11.03				
En masse financière	1 712 781	1 800 000				
En cumulé	1 712 781	3 512 781	3 512 781	3 512 781	3 512 781	3 512 781
Prix à la tonne arrondi	189.50	203.90	195.60	200.20	205.30	208.40

Reconstitution sur 3 ans	2021	2022	2023	2024	2025	2026
En euro/tonne	7.35	7.35	7.35			
En masse financière	1 200 000	1 200 000	1 200 000			
En cumulé	1 200 000	2 400 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
Prix à la tonne arrondi	186.40	200.20	202.90	200.20	205.30	208.40

Reconstitution sur 4 ans	2021	2022	2023	2024	2025	2026
En euro/tonne	5.51	5.51	5.51	5.51		
En masse financière	900 000	900 000	900 000	900 000		
En cumulé	900 000	1 800 000	2 700 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
Prix à la tonne arrondi	184.50	198.30	201.10	205.70	205.30	208.40

- Tout venant des déchèteries

Pour mémoire, le tout-venant est soit

- Enfoui à l'ISDND d'Espira (34 700 tonnes projetées) pour lequel nous avons un prix négocié jusqu'à fin 2023.
- Incinéré à l'UTVE de Calce (14200 tonnes projetées) dont le marché actuel qui est plafonné à 15 000 tonnes/an s'arrête fin septembre 2021 et doit être renégocié avec le délégataire.

Comme indiqué ci-avant, eu égard aux contraintes indépendantes de la volonté du syndicat, le coût d'une tonne enfouie à l'ISDND, en 2021, reviendra en prix moyen à 119.43 € la tonne traitée pour la totalité du flux, ce prix peut être décomposé ainsi :

- 125.4 € pour l'enfouissement (77 € pour le nouveau contrat avec VEOLIA + 37 € de TGAP stockage + TVA à 10 %)
- 104.85 € (84.32 € contrat CYDEL + 11 € de TGAP + TVA).

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Prix projeté du Tout Venant	120.65	131.71	142.50	150.16	157.05	158.15

Il est donc proposé de fixer le prix à **120 € la tonne traitée pour 2021.**

Les membres des commissions AFFAIRES FINANCIERES et PROSPECTIVE / STRATEGIE se sont réunis le lundi 11 janvier 2021 pour examiner le contexte budgétaire contraint du Débat d'Orientations Budgétaires 2021, ainsi que la stratégie à adopter pour le Budget Primitif 2021 avec la fixation du prix à la tonne et la prospective pour les années futures.

Les membres du Bureau Syndical, dans leur session du 19 janvier 2021, ont demandé que 3 propositions pour le prix à la tonne d'ordures ménagères soient envisagées ainsi :

1. Une première proposition qui part du besoin 2021 + 0.50 € soit 184.50 € et intègre les années suivantes une hausse annuelle de 2.5% pour intégrer la hausse du coût de la vie mais ne prend pas en compte de la reconstitution du fonds de roulement.
2. Une seconde proposition qui reconstitue le fonds de roulement avec deux hausses sur le mandat, une première dès 2021 et une seconde en 2023.
3. Une troisième proposition qui propose 3 hausses en 2021, 2022 et 2023 et qui conserve l'excédent constaté en 2021.

Ces trois propositions sont retranscrites ainsi :

Années	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Proposition 1	184.50	189.11	193.84	198.69	203.65	208.74
Proposition 2	191.00	191.00	205.00	205.00	205.00	205.00
Proposition 3	184.00	195.00	202.00	202.00	202.00	202.00

b. Autres tarifications

Comme chaque année lors du DOB, il convient de voter les autres tarifications à appliquer à compter de 2021.

Il est proposé qu'elles soient votées sans augmentation, soit :

*** APPORTS DE DECHETS VERTS (HORS COLLECTIVITES ADHERENTES) :**

50 € la tonne apportée sur site (tarif global et forfaitaire).

*** Broyat Vert Criblé (BVC) :**

50 € la benne livrée (tarif global et forfaitaire).

*** VENTE DE COMPOST :**

10 € la tonne emportée (tarif global et forfaitaire).

*** COMPOSTEURS INDIVIDUELS :**

20 € l'unité (tarif global et forfaitaire). Pour mémoire, le coût de revient d'un composteur en 2019 pour le SYDETOM 66 s'élève à 30 € TTC, le delta étant financé par le syndicat dans le cadre du prix à la tonne d'OMr.

*** RENOUELEMENT DE BADGES DE PESEES :**

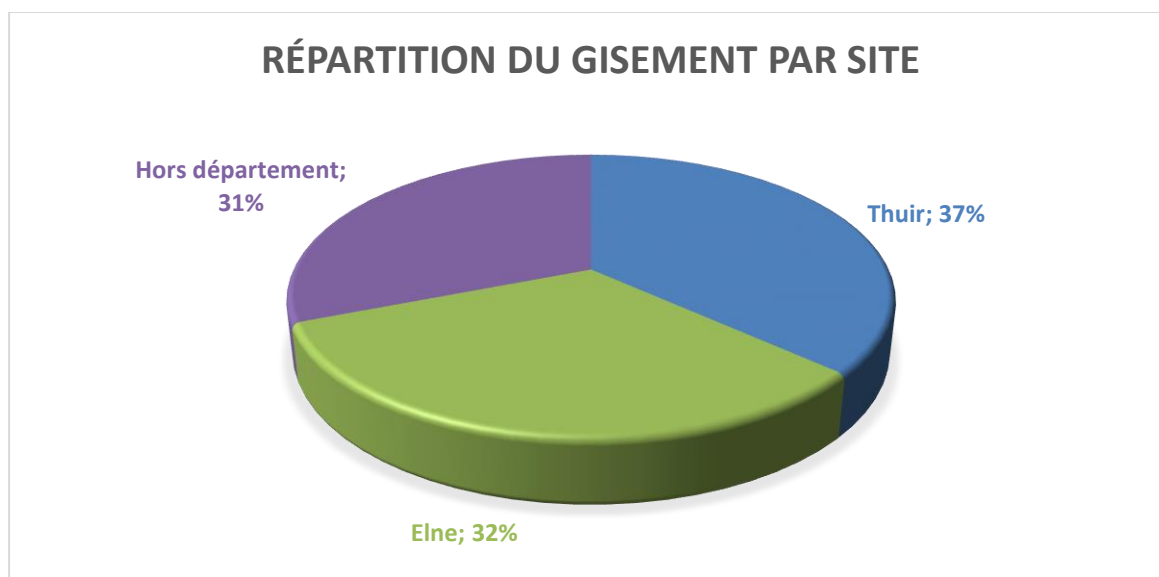
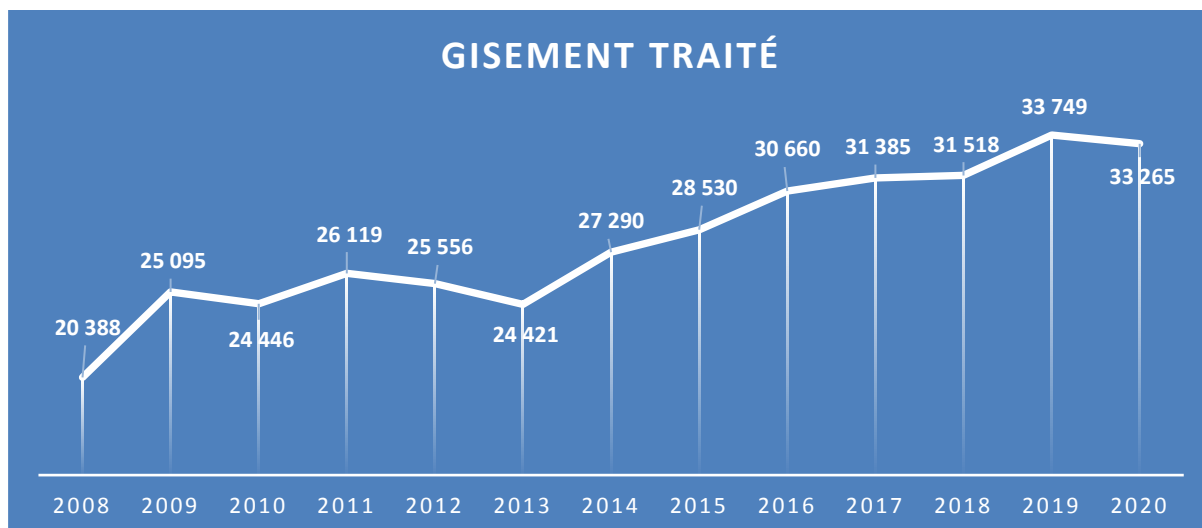
10 € par badge renouvelé (tarif global et forfaitaire).

c. Le budget annexe des boues de STEP

Depuis 2006, l'activité « Boues de STEP » est différenciée sur un budget annexe assujéti à la TVA. Cela a notamment permis une **transparence des coûts** ainsi qu'une facturation à un **tarif mutualisé** extrait du « prix à la tonne » statutaire.

Le gisement en hausse depuis 2014 a stagné en 2020.

On notera l'interdiction des épandages à compter du 24 mars 2020 en raison de la suspicion de présence du virus COVID. La programmation annuelle a donc été redéfinie en urgence et les STEU prioritaires ont été réorientées vers le co-compostage, amenant nos sites de traitement locaux à la limite de leur capacité maximum d'accueil à la fin 2020.



Depuis 2017, le prix à la tonne traitée n'a pas été augmenté et permet d'équilibrer ce budget annexe.

Il est fixé à **98 € la tonne traitée dans le département** et **88 € la tonne traitée hors département**. Les boues non conformes et les plans d'épandages sont quant à eux refacturés à l'euro/ l'euro. **Ces tarifs sont projetés à l'identique en 2021.**

L'étude engagée en 2020 pour l'élaboration d'un schéma directeur pour le traitement des boues de STEP sur le département va apporter début 2021 des outils d'aide à la décision pour ce flux qui représente plus de 3 millions d'euros.

Le Sydetom66 va devoir envisager l'avenir de cette filière de manière différente, sans oublier qu'une grande partie des déchets verts sont actuellement valorisés dans les boues et que l'arrêt de ce mode de traitement pourrait impacter fortement le flux déchets verts.

2- ORIENTATIONS FUTURES SUR LA MANDATURE :

a- Fonctionnement du syndicat / compétences :

- La finalisation d'une solution substitutive de la participation des Collectivités sur la tonne entrante incinérée avec une **facturation par flux** plus **juste** et plus **réaliste** ;
- L'exercice de la **compétence « bas de quais »** de déchèteries, dont la planification est liée à l'étude sur la tarification par flux ;
- La **clarification des compétences** et notamment celle de la collecte des Points d'Apport Volontaire (PAV) ;
- La **modification des statuts** du syndicat ;
- La création d'un « observatoire » des Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (**PLPDMA**), dont l'objectif serait l'accompagnement des EPCI dans la conduite de leurs propres PLPDMA, afin d'assurer une cohérence départementale pour atteindre les objectifs départementaux fixés.

b- Investissements / Grands projets :

En phase d'études, de chiffrages et de négociations :

- L'extension du **Réseau de Chaleur Urbain Haute température** dans une nouvelle phase opérationnelle et suivant les préconisations du schéma directeur de la chaleur élaboré en collaboration avec l'ADEME et PMM, avec notamment l'extension sur la commune de Saint-Estève ;
- Un projet de **réseau chaleur Basse température** avec la possibilité de chauffer des serres agricoles ;
- La résolution de la problématique de l'**eau** industrielle et agricole sur le **plateau de l'UTVE** de Calce ;
- La finalisation de l'étude engagée sur les **déchets fermentescibles** et les **bio-déchets** avec la projection d'un nouvel **exutoire départemental public** visant à la création d'ENr par méthanisation (biogaz ou en complément de la chaleur HT) ;
- L'élaboration d'un schéma directeur pour le **traitement des boues de STEP** sur le département ;
- Le projet de **création d'un centre de tri du tout-venant et des DIB** en application des prescriptions de la loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte qui impose une réduction de l'enfouissement et du stockage de 30% en 2025 et de 50% à partir de 2030. Surtout et qui plus est que dans ce sens, le PRPGD prévoit la fermeture de l'ISDND d'Espira-de-l'Agly dès 2027 ;
- La rénovation et le redimensionnement de certains quais de transfert pour s'adapter aux compétences du syndicat (et notamment si collecte PAV transférée aux EPCI).

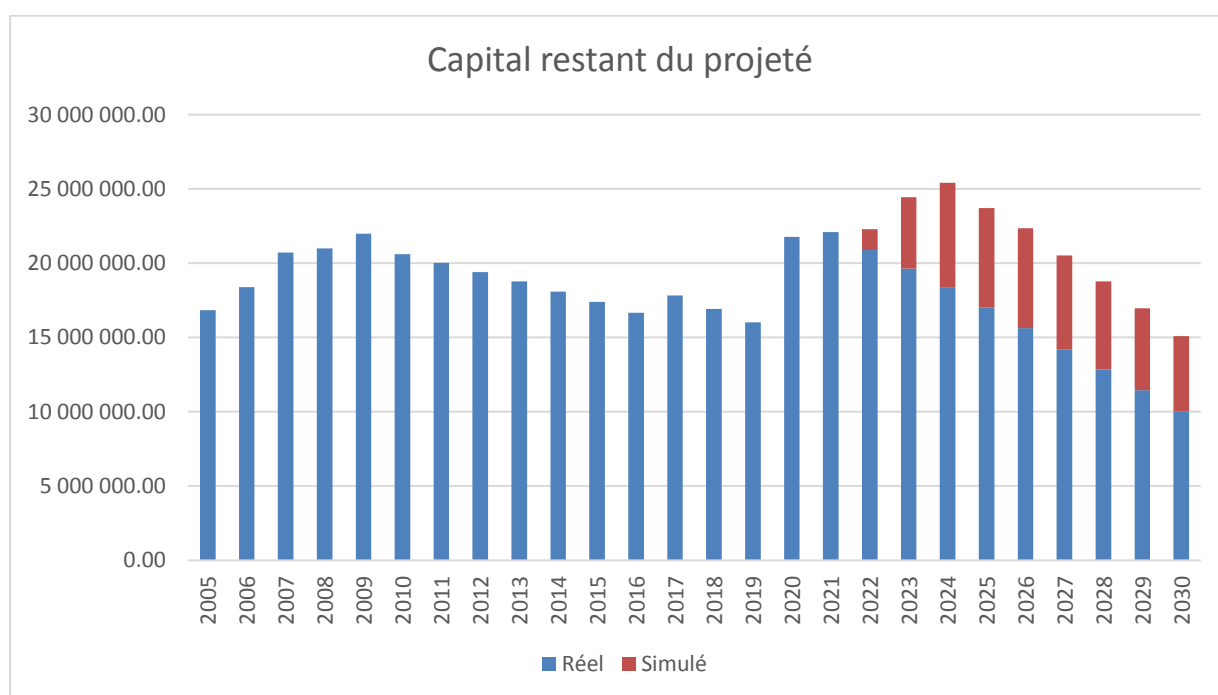
C-LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

1 - L'ENCOURS DE DETTE ACTUEL

De 2008 (année de renégociation et de restructuration de la dette et de certains prêts toxiques) à 2016, le SYDETOM 66 n'avait pas utilisé le recours à l'emprunt pour la réalisation de ses investissements, donc entièrement autofinancés, considérant à ce moment-là que l'autofinancement pour l'investissement était plus favorable que le recours à l'emprunt.

Depuis 2016, avec la baisse des taux des crédits, il est apparu plus judicieux de recourir à l'emprunt.

Le tableau ci-après fait état de l'encours de la dette au 31 décembre 2020 tous budgets confondus et intègre les emprunts projetés au DOB pour équilibrer la section d'investissement.



Sur l'année 2020, la hausse constatée du capital restant dû est relative à l'emprunt pour le RCU

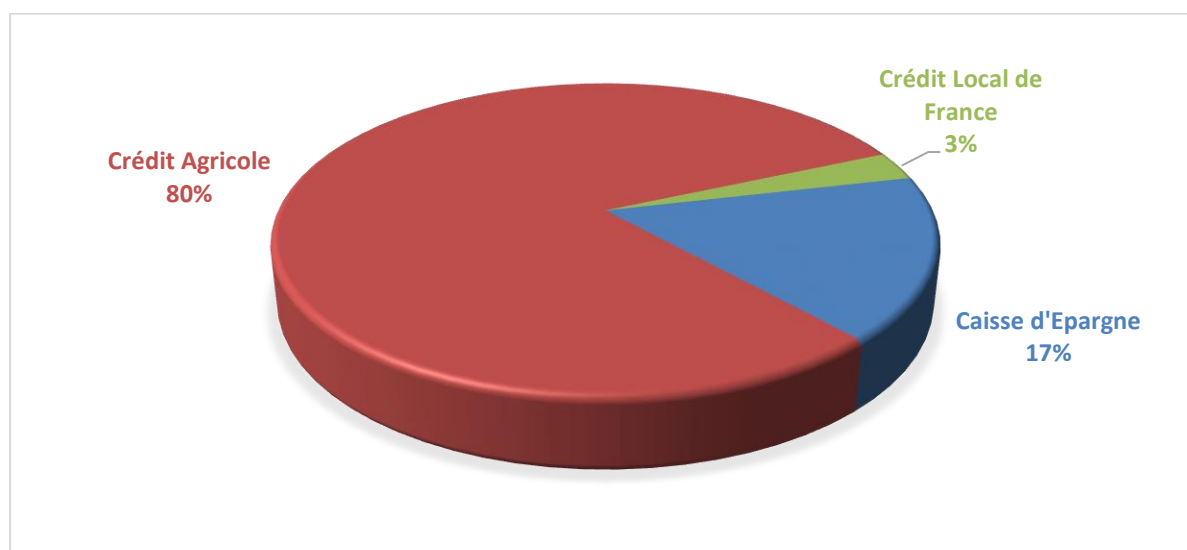
La dette bancaire s'établit au 31 décembre 2020 à un montant de 22 096 948 €⁵

En 2020, un emprunt de 1.5 millions a été réalisé pour financer la construction de la ressourcerie de Prades et la plateforme de Bompas.

La durée de vie moyenne est de 23 ans – le taux d'intérêt moyen est de 2.76%

⁵ Voir annexe 4

Concernant les prêteurs, on constate que le Crédit Agricole est le principal financeur du SYDETOM 66, en regroupant 80% de l'encours.



2 - LES PERSPECTIVES POUR LE PROJET DE BUDGET

Pour 2021, c'est un peu plus de 5 millions qui seront réalisés ou engagés pour financer les investissements.

2019	6 750 000 €	Réseau Chaleur (BA)
2020	1 500 000 €	PDV Bompas et ressourcerie de Prades, engagé en 2019, réalisé en 2020
2021	1 200 000 €	PDV Torreilles engagé en 2020 et réalisé en 2021
2021	2 025 000 €	Quai de Ur / hauts cantons
2021	1 650 000 €	PDV hauts cantons
2021	250 000 €	Toit photovoltaïque ressourcerie d'Elne
2022	2 000 000 €	Quai de Thuir
2022	207 000 €	Equilibre investissements courants
2023	161 000 €	Equilibre investissements courants
2024	424 949 €	Equilibre investissements courants
2025	474 983 €	Equilibre investissements courants
2026	443 343 €	Equilibre investissements courants

En 2020, une ligne de trésorerie a été ouverte et devra être renouvelée afin de permettre le règlement des fournisseurs (l'équivalent d'1 mois d'avance de facture est nécessaire) – cette nouvelle opération fait l'objet d'une gestion optimale.

D-LE PERSONNEL

1 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET SON EVOLUTION PREVISIONNELLE

Le syndicat compte 78 agents au 1^{er} janvier 2021.

Les agents du syndicat sont quasiment tous, des agents statutaires, titulaires ou stagiaires de la Fonction Publique Territoriale (98.7%), répartis selon 2 filières, administrative et technique pour 82 % des agents.

88.5 % des agents sont en catégorie C, dont 68% sont des hommes. Cela s'explique par l'activité du syndicat, et ses structures d'accueil des déchets (quais de transfert et plateformes de déchets verts répartis sur le territoire départemental), dont les postes sont pour la plupart pourvus par la gent masculine (1 seul agent féminin). La répartition est plus paritaire sur les catégories A et B.

Le SYDETOM 66 compte 81 postes budgétaires au 31/12/2020 – dont 78 sont pourvus et répartis en filière administrative pour 14 et 64 en filière technique, 2 agents étant détachés sur un poste fonctionnel.

AU 1^{ER} janvier 2020, 6 agents en CDI ont été stagiairisés ainsi que 3 en CDD au 1^{er} août 2020.

Pour l'année 2021, il n'est pas prévu de variation importante des effectifs, mis à part l'intégration du Directeur des Services Techniques, la création de 2 postes de services civiques et le remplacement des agents malades par des contractuels, toutefois les redéploiements en interne seront privilégiés dans la mesure du possible.

Le tableau des effectifs⁶ annexé au présent rapport détaille la répartition par cadre d'emplois et par grade.

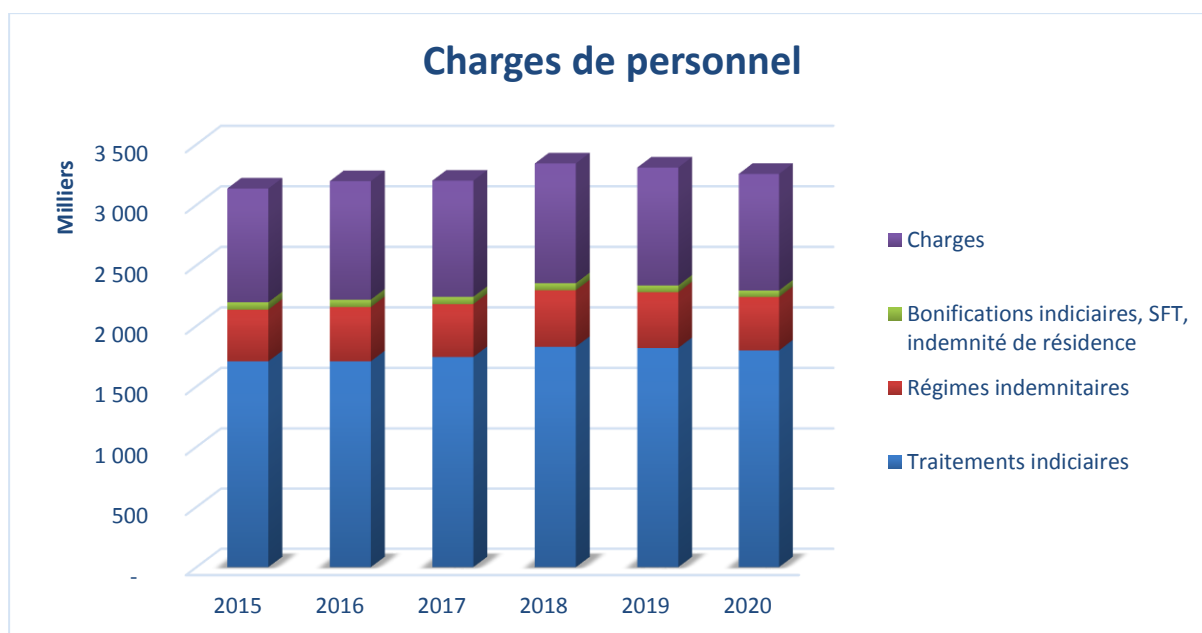
2 LES DEPENSES DE PERSONNEL

En 2020, les charges de personnel qui représentent 7.29 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement (hors provision pour taxe foncière), ont baissé de 1.59% par rapport à 2019 et de 2.6% par rapport à 2018.

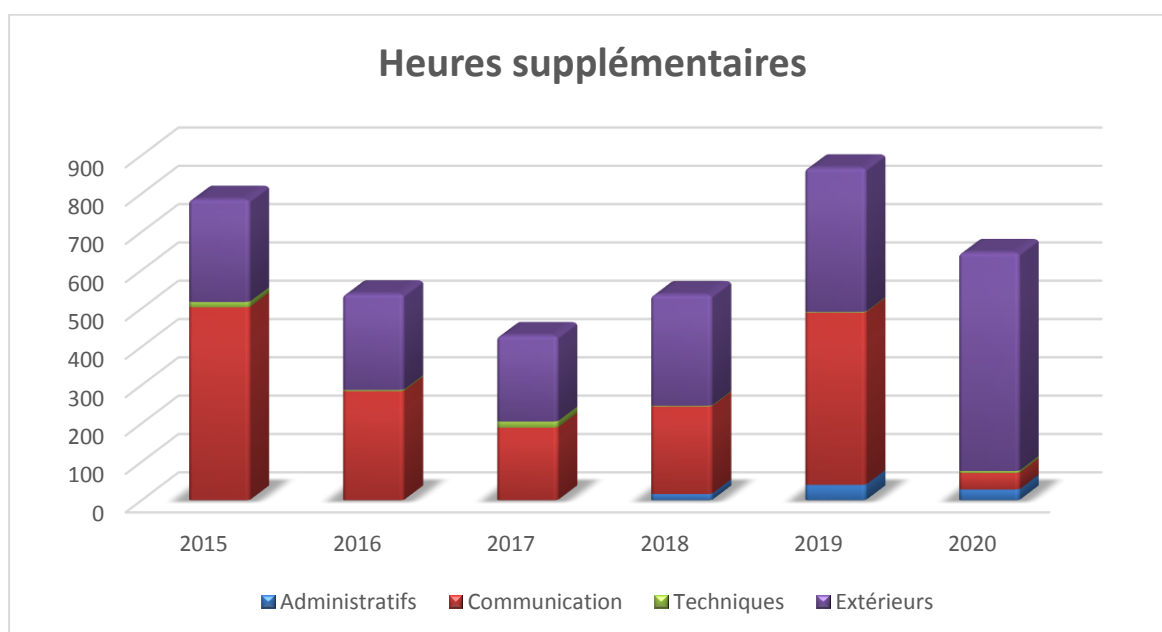
2 recrutements avaient été prévus pour la plateforme de déchets verts de Bompas, ouverte en août 2020. Or, ce sont des agents des autres sites du syndicat qui se relaient sur cette nouvelle installation, sans recrutement supplémentaire.

Par ailleurs, 1 agent est parti en retraite et n'a pas été remplacé.

⁶ Voir annexe 5



3 - LES HEURES SUPPLEMENTAIRES



On constate que c'est le service communication qui générait le plus d'heures supplémentaires rémunérées, notamment en 2015 (Programme Local de Prévention des Déchets) et en 2019 (interventions des agents sur les différents territoires des EPCI du département, les week-ends en particulier). Ce service a vu son activité fortement impactée par la crise sanitaire.

La hausse constatée en 2020 au niveau des services techniques extérieurs est due à la défiscalisation des heures supplémentaires décidée par le gouvernement, les agents optant de fait pour le paiement des HS au lieu de la compensation en temps.

Une étude est en cours afin d'optimiser le temps de travail des agents sur les quais de transfert et sera finalisée en 2021.

4 - LA DUREE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Hebdomadairement, les agents du SYDETOM 66 effectuent :

- 35 heures pour les agents des services techniques extérieurs (quais de transfert et plateformes de déchets verts)
- 36 heures pour les agents du siège administratif (l'heure en sus étant compensée par 6,5 jours de RTT, pour certains placés en « ponts »), en 4 jours et demi (5 jours pour le personnel d'entretien)

Nombre de jours de congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires :

- 25 jours ou 175 heures pour les agents des services techniques extérieurs, et le personnel d'entretien du siège administratif
- 22,5 jours pour les agents du siège administratif

A cela s'ajoutent les jours de fractionnement pour congés pris entre le 1^{er} novembre et le 30 avril.

Le temps de travail pour les agents du syndicat est de 1 607 heures.

5 - LES HYPOTHESES D'EVOLUTION

La prospective table sur une prévision budgétaire identique aux 3 années précédentes avec une projection de 1.8% des dépenses de personnel sur le futur.

Il faut notamment prendre en compte les éléments suivants :

- L'évolution des carrières des agents
- Le remplacement des agents malades par des CDD, puisque tous les services se trouvent aujourd'hui à flux tendu
- La pointe estivale

IV - ANNEXES

1. ANNEXE 1 : EXTRAITS DES DOB, COMPTES ADMINISTRATIFS ET BUDGETS ANTERIEURS

DOB 2018

Page 26 ET 27

C. REALISATIONS ET PROJECTIONS DES BESOINS :

La participation a été projetée à compter de 2018 sans augmentation avec un tonnage constant identique à celui de 2017.

BESOINS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
OM	16 422 555	13 226 686	15 267 011	15 524 691	15 868 140	16 152 410	16 441 800
EMR	911 880	989 582	1 106 203	2 135 800	2 661 644	2 709 554	2 758 326
DV	1 580 320	1 514 491	1 646 535	1 640 350	1 669 876	1 699 934	1 730 533
Autres flux	210 929	- 396 653	- 701 542	384 816	20 449	62 077	93 089
AG et Com	3 051 938	5 759 580	4 938 730	5 402 903	5 460 054	5 552 584	5 659 548
Investissements	937 174	19 781	1 627 405		11 228	49 017	5 322
Besoins	23 114 796	21 113 467	23 884 342	25 088 560	25 691 391	26 225 576	26 688 618
Participation	22 146 240	22 589 784	22 450 246	22 655 891	22 655 891	22 655 891	22 655 891
Réajustement	16 789	67 615	139 595	205 703			
Recettes totales	22 163 029	22 657 399	22 310 651	22 861 594	22 655 891	22 655 891	22 655 891
Différentiel	-951 767	1 543 932	-1 573 691	-2 226 967	-3 035 500	-3 569 684	-4 032 727

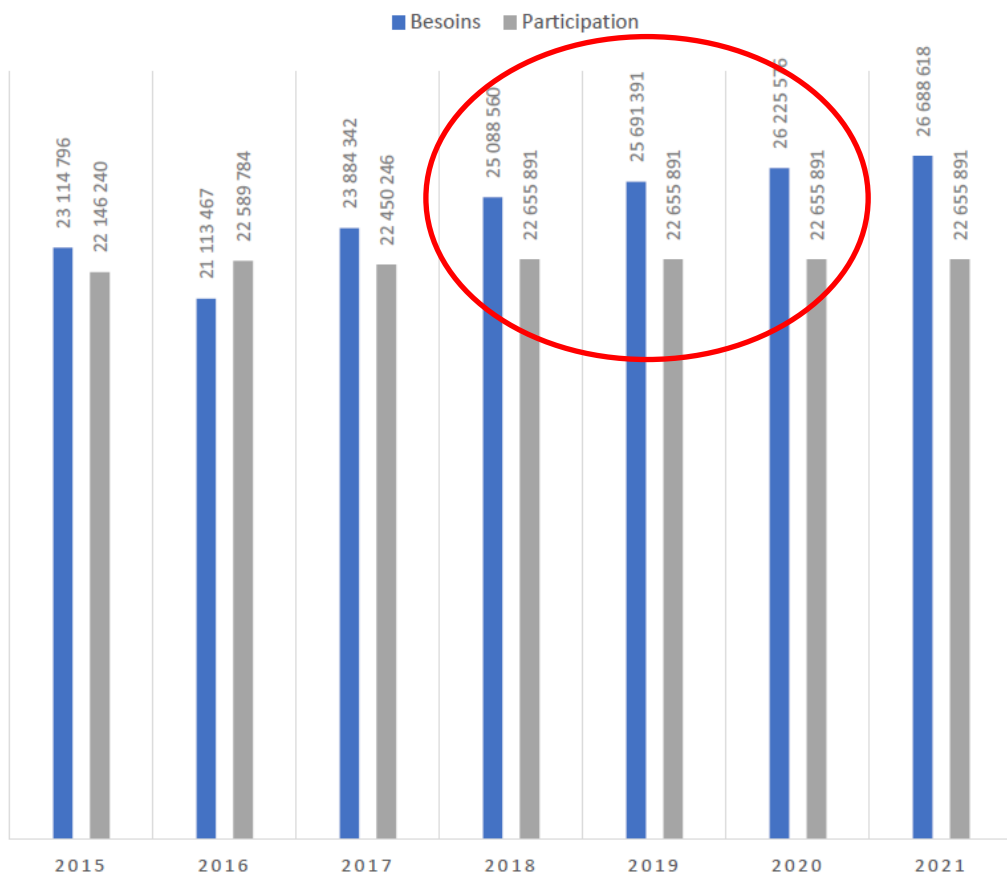
1. UTILISATION DE L'EXCEDENT :

Aujourd'hui, le Sydetom66 a besoin **d'un fonds de roulement de 4 à 4.5 millions** pour fonctionner compte tenu des risques d'augmentation sensibles de la TGAP, des obligations de co et de tri-génération ainsi que du délai de recouvrement des recettes.

Le tableau ci-après montre que dans l'état actuel des projections, **ces montants seront atteints fin 2019.**

Années	Total besoins	Participations	Différentiel	Différentiel en €/tonne	Evolution de l'Excédent
2015	23 114 796	22 163 029	-951 767		9 465 843
2016	21 113 467	22 657 399	1 543 932		11 009 775
2017	23 884 342	22 310 651	-1 573 691		9 436 084
2018	25 088 560	22 861 594	-2 226 967	-13.59	7 209 117
2019	25 691 391	22 655 891	-3 035 500	-18.58	4 173 617
2020	26 225 576	22 655 891	-3 569 684	-21.79	603 933
2021	26 688 618	22 655 891	-4 032 727	-24.62	- 3 428 794

COMPARATIF BESOINS ET PARTICIPATIONS



DOB 2019

Page 11

Pour mémoire, depuis 2014, la participation des Collectivités ne couvre plus le besoin de financement excepté en 2016. **Elle est jusqu'à ce jour, et depuis 2016, appelée sur un tarif de 138.30 € par tonne d'ordures ménagères entrantes sur Quais.**

Nota : Cette situation a été précisée et simulée sur chaque DOB présenté annuellement.

Page 20

La participation, quant à elle, n'a pas évolué au même rythme que les besoins. C'est pourquoi, comme annoncé depuis plusieurs années, elle ne couvre plus ces derniers.

Page 21

Pas d'augmentation :

Le tableau ci-après montre l'évolution de l'excédent sur les années à venir si aucune augmentation n'est votée :

Besoin en financement (voir tableau général)				Excédent Projeté sans hausse	"Prix à la tonne" sans hausse
	Besoin	Participation	Ecart besoin et participation		
2017	23 564 208	22 310 651	-1 253 557	9 756 567	138.30
2018	25 208 691	22 861 594	-2 347 097	7 409 469	138.30
2019	27 463 494	23 129 649	-4 333 846	3 075 624	138.30
2020	27 723 826	22 888 650	-4 835 176	-1 759 553	138.30
2021	28 678 396	22 888 650	-5 789 746		
2022	29 099 533	22 888 650	-6 210 883		
2023	29 559 493	22 888 650	-6 670 843		

On peut noter qu'une augmentation sera nécessaire dès 2020, ce qui représente +10.63 €/tonnes en 2020 (1 759 553/165500).

Comparaison de la cotisation appelée et du coût réel de chaque flux



■ Comparaison des coûts

■ Appel de cotisation/coût réel

¶

Flux	Cotisation 2018	Coût réel 2018
au tonnage d'OM (1 65 560 tonnes)		
Ordures ménagères	107.41	114.84
Emballages recyclables-PAV	10.13	10.83
Emballages recyclables-PAP	6.02	6.44
Verre	2.34	2.51
Déchets verts	12.40	13.25
Total	138.30	147.87

L'appel de cotisation ne couvrant plus les besoins il est à noter que le coût réel à la tonne qui aurait dû être appelé est de 147.87 € contre 138.30 €.

LES RESULTATS 2019 PROJETES ¶

¶

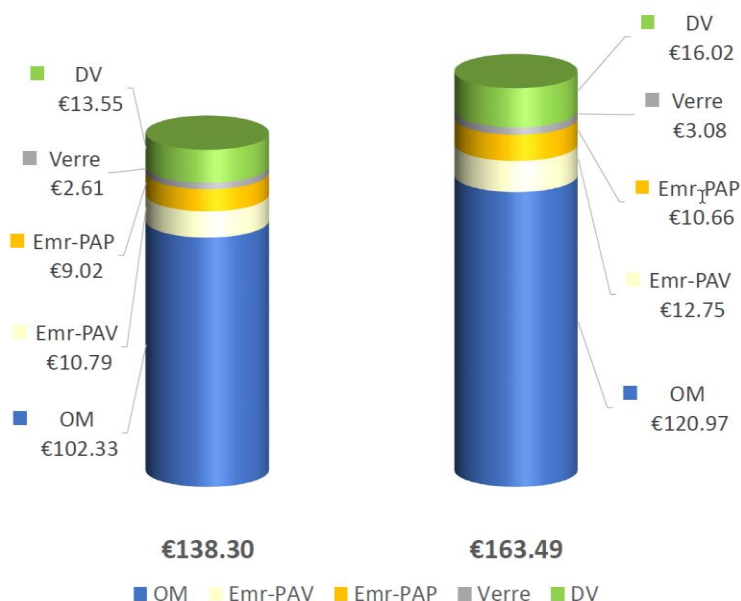
Fonctionnement¶	¶
Titres émis¶	38 658 866.32¶
Mandats émis¶	42 782 619.27¶
Résultat de l'exercice¶	-4 123 752.95¶
Résultat antérieur reporté¶	7 319 133.68¶
Résultat à affecter¶	3 195 380.73¶
	¶
Investissement¶	¶
Titres émis¶	8 420 000.00¶
Mandats émis¶	8 420 000.00¶
Besoin de financement¶	0.00¶
	¶
Résultat de l'année¶	¶
	-4 123 752.95¶
	¶
Excédent de fonctionnement à reporter¶	3 195 380.73¶

¶

Comme annoncé pendant le débat d'orientations budgétaires, le **résultat de clôture projeté pour fin 2019** devrait être factuellement déficitaire de près de 4 millions ce qui représente plus de **24 € par tonne** d'ordures ménagères. ¶

En effet, la participation des collectivités, comme elle a pu en être débattue lors du dernier DOB, ne couvrant plus les dépenses structurelles du Syndicat, c'est donc l'excédent qui assure aujourd'hui, comme par ailleurs pour les exercices précédents, la couverture financière de ce déficit. ¶

Comparaison de la cotisation et du coût réel de chaque flux



▪ Comparaison des coûts

▪ Appel de cotisation/coût réel

Flux	Cotisation 2019	Coût réel estimé pour 2019
	au tonnage d'OM (1 65 560 tonnes)	
Ordures ménagères	102.33	120.97
Emballages recyclables-PAV	10.79	12.75
Emballages recyclables-PAP	9.02	10.66
Verre	2.61	3.08
Déchets verts	13.55	16.02
Total	138.30	163.49
Soit en euros	22 896 948	27 067 707

Attention le coût réel estimé pour 2019 inclus les provisions

DOB 2020

Page 20

2 - LA TAXE FONCIERE DE L'UTVE

Conformément au Bail et à la convention non détachable, cette taxe est payée par le délégataire (CYDEL) et remboursée par le syndicat, avec majoration de la TVA dans le cadre de la refacturation.

Initialement calculée à 90 134 € HT en 2017, la revalorisation des bases a fait augmenter les montants imposés à :

- 567 537 €HT pour 2017,
- 542 155 €HT pour 2018
- et 554 355 €HT pour 2019

Lors du budget 2019, le comité syndical a décidé de ne pas provisionner ces sommes alors en contentieux.

Pour 2020, il est nécessaire de commencer ces provisions pour 605 000 € (550 000 HT + TVA), sachant qu'il ne s'agit là que d'une année sur 4 que nous devrions payer si le recours nous était défavorable (+1 830 452 €).

1. TARIFICATIONS

a. Coûts à la tonne

Chaque coût a été ramené à un « coût à la tonne » pour les deux seuls flux financés par les participations des collectivités : les ordures ménagères et le tout-venant, avec un tonnage identique sur la période⁸.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ordures ménagères	95.11	104.47	111.59	114.97	118.35	121.72	125.11	127.57
Collecte sélective	13.43	19.37	20.28	21.08	21.89	22.71	23.53	24.17
Déchets verts	11.84	13.45	13.41	13.65	13.90	14.15	14.40	14.66
Autres flux	0.13	0.43	0.55	0.58	0.61	0.63	0.66	0.69
Charges à répartir	31.59	34.40	34.40	34.26	34.01	33.54	33.29	31.39
Fonctionnement	152.11	172.12	180.24	184.54	188.75	192.75	196.99	198.48
Investissements	7.40	1.44	0.81	- 2.19	2.52	4.03	5.10	7.25
Coût réel à la tonne d'OM	159.51	173.55	181.05	187.05	191.28	197.75	202.08	207.18
Participation des collectivités	138.30							
Coût réel à la tonne de tout venant	98.64	105.63	122.38	131.02	138.90	146.71	153.68	155.76
Participation des collectivités	95.00							

En 2019, le **coût réel de la tonne incinérée a été de 159,51 €**, or la participation des collectivités a été de **138,30 €/tonne**.

En 2020, le coût prévisionnel est de **173,55 €/tonne, dont 172,12 € en fonctionnement**, en raison des contraintes budgétaires susévoquées⁹.

En 2019, le **coût réel de la tonne stockée à l'ISDND a été de 98,64 €**, or la participation des collectivités était de **95 €/tonne**.

Pour 2020, en raison du terme du contrat et de la renégociation en cours (+10 €/tonne à minima), le coût prévisionnel sera de **105,63 €/tonne**.

La Commission des Finances, réunie le 20 janvier 2020 pour examiner ces trois hypothèses, s'est prononcée à la majorité (sauf 1 voix pour l'hypothèse 2) en faveur de la **3^{ème} hypothèse** fixant la participation des collectivités à **150 €/tonne OM** et prévoyant de **lisser l'excédent de fonctionnement sur deux ans**.

ATTENTION : ce prix n'intègre pas les 1 830 452 € de Taxe Foncière sur 3 exercices (confer page 20)

2. ANNEXE 2 : RETROSPECTIVE / PROSPECTIVE PAR FLUX

RETROSPECTIVE / PROSPECTIVE (PAR FLUX)

Années	REALISES						PROJETES						
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Tonnes d'OM		163 351	162 330	163 817	165 560	163 197	162 171	163 200	163 200	163 200	163 200	163 200	163 200
Ordures ménagères													
Incinération	70.50	70.38	69.42	73.59	74.83	76.50	77.00	83.95	85.29	86.93	89.18	90.82	91.59
Transport	12.10	12.12	11.47	11.39	11.97	12.28	11.99	11.95	12.16	12.38	12.61	12.83	13.06
Mâchefers/chaleur/orga	0.00	14.04	-2.57	0.27	0.35	-1.29	0.49	-0.27	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Taxes	5.03	4.71	3.43	4.66	4.98	3.57	8.67	9.07	9.23	9.40	9.57	9.74	9.91
Cabinets conseils	1.18	1.00	0.86	0.90	0.91	0.59	0.99	1.11	1.13	1.15	1.17	1.19	1.21
Analyses et divers	0.25	0.25	0.17	0.86	0.25	0.30	0.10	0.37	0.37	0.38	0.39	0.39	0.40
Reversion Calce	3.06	-2.61	-1.95	0.90	0.90	0.94	0.97	0.98	1.00	1.02	1.03	1.05	1.07
PPNI	0.46	0.46	0.46	0.46	0.45	0.46	0.46	0.46	0.46	0.46	0.46	0.46	0.46
Divers	0.19	0.18	0.19	0.19	0.10	0.28	-0.08	0.10	0.10	0.10	0.10	0.11	0.11
Total	92.77	100.54	81.48	93.20	94.73	93.63	100.60	107.72	109.75	111.82	114.51	116.60	117.82
Collecte sélective													
Vidage des colonnes	4.73	6.60	7.41	9.13	10.37	10.45	10.56	11.76	11.98	12.19	12.41	12.63	12.86
Transport	5.01	4.43	4.33	4.97	5.24	5.73	5.29	5.33	5.43	5.52	5.62	5.73	5.83
Centre de tri	6.50	5.00	7.39	6.85	6.65	5.93	6.28	12.19	12.39	12.65	12.90	13.18	13.28
Verre	1.05	1.06	1.28	1.28	1.58	1.35	1.99	3.30	3.36	3.42	3.48	3.55	3.61
Eco organismes	-14.54	-11.80	-14.49	-16.32	-10.77	-10.09	-5.65	-7.28	-1.81	-1.81	-1.81	-1.81	-1.81
Divers	0.27	0.29	0.17	0.84	0.11	0.12	0.14	0.84	0.92	0.94	0.95	0.97	0.99
Total	3.02	5.58	6.10	6.75	13.17	13.49	18.62	26.16	32.27	32.91	33.56	34.25	34.77
Déchets verts													
Transport et valorisation	3.50	2.69	2.55	2.65	3.01	4.00	4.55	5.70	5.80	5.91	6.01	6.12	6.23
St Hippolyte	2.62	2.56	2.72	2.50	2.42	1.94	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Régie broyage	0.90	1.03	1.24	1.56	0.97	1.35	2.30	2.52	2.57	2.61	2.66	2.71	2.76
Régie criblage	1.05	1.09	0.87	0.94	0.83	1.01	0.94	1.39	1.24	1.26	1.28	1.30	1.33
Autres plateformes PDV	0.37	0.61	0.29	0.56	0.97	1.14	1.25	1.68	1.71	1.74	1.77	1.80	1.83
Personnel	1.58	1.69	1.77	1.94	1.96	2.15	2.21	2.34	2.38	2.42	2.47	2.51	2.56
Divers	-0.03	0.00	-0.10	-0.09	0.00	-0.01	0.00	0.31	0.37	0.37	0.38	0.39	0.39
Total	10.01	9.67	9.33	10.05	10.16	11.58	11.25	13.93	14.06	14.31	14.57	14.83	15.10
Autres flux													
ISDND-Incinération DIB	91.87	92.22	91.95	95.31	98.39	97.66	106.02	120.65	131.71	142.50	150.16	157.05	158.15
Autres Eco-Mobilier	0.00	0.00	-0.24	-3.21	-1.34	-0.66	-0.56	-0.86	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total Tout Venant	0.73	1.07	-2.17	-4.48	1.78	-0.38	-0.35	-0.66	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Dechetteries	0.08	0.22	-0.18	0.20	0.24	0.31	-0.10	0.38	0.47	0.50	0.52	0.55	0.58
Ressourceries	0.00	0.01	-0.10	-0.02	0.01	-0.08	-0.02	-0.04	-0.04	-0.04	-0.04	-0.04	-0.04
Total autres flux	0.08	0.22	-0.27	0.17	0.24	0.23	-0.12	0.34	0.43	0.46	0.48	0.51	0.53
Total	0.81	1.29	-2.44	-4.31	2.02	-0.15	-0.47	-0.32	0.43	0.46	0.48	0.51	0.53
Charges à répartir													
Communication développement Durable													
Générale	0.39	0.29	3.29	2.25	1.91	2.73	2.28	2.74	2.80	2.86	2.93	2.99	3.05
Programme de prévention	1.68	2.25	-0.25	-0.60	0.08	-0.03	0.02	0.14	0.14	0.15	0.15	0.15	0.15
Composteurs	0.29	0.06	0.16	0.14	0.11	0.09	0.15	0.08	0.08	0.09	0.09	0.09	0.09
Collecte sélective	0.55	0.60	0.33	-0.01	-0.81	-0.04	-0.50	-0.22	-0.21	-0.20	-0.19	-0.18	-0.17
Services Extérieurs													
Quais de transfert	8.26	8.76	8.85	8.71	9.26	9.49	9.49	11.05	11.24	11.45	11.65	11.86	12.08
Autres	1.39	1.54	1.47	1.29	1.46	1.44	1.47	1.82	1.85	1.89	1.92	1.96	1.99
Siège administratif													
Services administratifs	5.39	4.82	5.81	5.38	5.75	5.70	5.87	6.23	6.71	6.83	6.95	7.08	7.20
Services Techniques	2.80	2.80	2.75	3.41	3.49	2.99	2.69	3.19	3.25	3.31	3.37	3.43	3.49
Frais généraux													
Intérêts de la dette/icne	4.36	4.19	4.05	3.93	3.69	3.56	3.44	3.40	3.21	3.01	2.78	2.55	2.33
Intérêts nouveaux emprunts	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.03	0.07	0.57	0.80	0.78	0.77
Provision TAXES							14.84						
Amortissement	4.90	5.28	6.25	5.67	5.85	5.66	5.52	4.53	4.09	3.54	2.73	2.33	1.07
Virement à l'investissement Divers	3.09	-11.92	2.78	4.57	0.00	0.93	3.66	3.52	3.08	2.58	3.88	6.08	8.14
Total des charges réparties dans les flux	33.11	18.68	35.48	34.74	30.78	32.53	48.92	36.52	36.32	36.07	37.06	39.11	40.19
COUT A LA TONNE													
	139.71	135.77	129.94	140.43	150.88	151.07	178.92	184.00	192.83	195.57	200.19	205.30	208.42
Prix à la tonne voté													
	130.58	136.00	138.30	138.30	138.30	138.30	150.00						
Participations encaissées (avec réajustement)	128.39	135.68	139.58	136.19	138.09	141.78	148.14						
variation de l'excédent	-11.32	-0.09	9.63	-4.24	-12.79	-9.29	-30.77						
PRIX ESPIRA													
Besoins	91.87	92.22	91.95	95.31	98.39	97.66	106.02	120.65	131.71	142.50	150.16	157.05	158.15
Prix appelé	92.00	93.00	95.00	95.00	95.00	95.00	105.00						

3. ANNEXE 3 : PROJECTIONS ET PROPOSITIONS DU PRIX A LA TONNE ENTRANTE INCINEREE

PROJECTIONS ROB 2021 / PRIX A LA TONNE ENTRANTE INCINEREE

BESOIN MINIMUM DU SYNDICAT SANS RECONSTITUTION DE L'EXCEDENT

Tonnes 163200	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Besoin de financement en euros	30 029 380	31 470 082	31 917 346	32 670 649	33 504 155	34 013 746
Soit en euros/tonnes	184.00	192.83	195.57	200.19	205.30	208.42
Excédent antérieur en euros conservé	812 781					

Hypothèses de reconstitution du fonds de roulement (30 jours mini =3.5M€)

L'excédent 2020 constitue la première tranche pour la reconstitution du fonds de roulement

Il n'est donc pas utilisé pour faire baisser la participation des collectivités

Reconstitution sur 2 ans						
En euro/tonne	10.49	11.03	-	-		
En masse financière	1 712 780.88	1 800 000.00				
En cumulé	1 712 780.88	3 512 780.88	3 512 780.88	3 512 780.88	3 512 780.88	3 512 780.88
Soit un prix à la tonne arrondi	189.50	203.90	195.60	200.20	205.30	208.40
Reconstitution sur 3 ans						
En euro/tonne	7.35	7.35	7.35			
En masse financière	1 200 000.00	1 200 000.00	1 200 000.00			
En cumulé	1 200 000.00	2 400 000.00	3 600 000.00	3 600 000.00	3 600 000.00	3 600 000.00
Soit un prix à la tonne arrondi	186.40	200.20	202.90	200.20	205.30	208.40
Reconstitution sur 4 ans						
En euro/tonne	5.51	5.51	5.51	5.51		
En masse financière	900 000.00	900 000.00	900 000.00	900 000.00		
En cumulé	900 000.00	1 800 000.00	2 700 000.00	3 600 000.00	3 600 000.00	3 600 000.00
Prix à la tonne arrondi	184.50	198.30	201.10	205.70	205.30	208.40
Evolution du PRIX du Tout Venant	120.65	131.71	142.50	150.16	157.05	158.15

Propositions du Bureau Syndical du 19 janvier 2021 :

Années	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Proposition 1	184.50	189.11	193.84	198.69	203.65	208.74
Proposition 2	191.00	191.00	205.00	205.00	205.00	205.00
Proposition 3	184.00	195.00	202.00	202.00	202.00	202.00

4. ANNEXE 4 : TABLEAU DE LA DETTE ARRETE AU 01/01/2021

BUDGET	PRETEUR	OBJET	OBTENTION	CAPITAL INITIAL	CAPITAL RESTANT	FIN	TAUX	TYPE
294 - BUDGET PRINCIPAL	CREDIT AGRICOLE	MISE EN CONFORMITE DES PDV	02/11/2016	1 000 000	750 000	2031	1.58	Emprunt à taux fixe
294 - BUDGET PRINCIPAL	CREDIT AGRICOLE	PDV BOMPAS ET RECYCLERIE PRADES	04/02/2020	1 500 000	1 452 424	2050	0.68	Emprunt à taux fixe
294 - BUDGET PRINCIPAL	CREDIT AGRICOLE	REAMENAGEMENT DE LA DETTE	21/03/2008	12 470 164	8 407 116	2033	3.95	Emprunt à taux indexé
294 - BUDGET PRINCIPAL	CAISSE D EPARGNE LR	REAMENAGEMENT DETTE	11/03/2008	2 574 565	1 872 889	2036	4.78	Emprunt à taux fixe
294 - BUDGET PRINCIPAL	CAISSE D EPARGNE LR	REAMENAGEMENT DE LA DETTE	11/03/2008	2 574 885	1 856 248	2036	4.27	Emprunt à taux fixe
294 - BUDGET PRINCIPAL	CREDIT LOCAL DE FRANCE	REAMENAGEMENT DE LA DETTE	26/02/2008	1 557 249	650 500	2026	4.18	Emprunt à taux fixe
SS TOTAL BUDGET GENERAL				21 676 862	14 989 177			
295 - TRAITEMENT DES BOUES	CREDIT AGRICOLE	CONFINEMENT BOUES THUIR	02/11/2016	900 000	695 271	2031	1.64	Emprunt à taux fixe
392 - RESEAU CHALEUR	CREDIT AGRICOLE	RESEAU CHALEUR HAUTE TEMPERATURE	19/07/2019	6 750 000	6 412 500	2044	1.00	Emprunt à taux fixe

5. ANNEXE 5 : TABLEAU DES EFFECTIFS DU SYDETOM 66 AU 1^{ER} 01 2021

GRADES OU EMPLOIS	Catégorie	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS		
		Permanents à temps		TOTAL	Titulaires	Non Titulaires	TOTAL
		Complet	Non complet				
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	2	1	1	2
DG 80/150 000 habitants	A	1		1		1	1
DGA 40/150 000 habitants	A	1		1	1		1
FILIERE ADMINISTRATIVE		14	0	14	13	0	13
Attaché Hors Classe	A	1		1	1		1
Attachés	A	1		1	1		1
Rédacteur	B	1		1	1		1
Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	C	6		6	6		6
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	C	4		4	4		4
Adjoint administratif	C	1		1	0		0
FILIERE TECHNIQUE		65	0	65	64	0	64
Technicien principal 1 ^{ère} classe	B	4		4	4		4
Technicien	B	1		1	1		1
Agent de maîtrise principal	C	12		12	12		12
Agent de maîtrise	C	5		5	5		5
Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	C	11		11	11		11
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	14		14	14		14
Adjoint technique	C	18		18	17		17
TOTAL GENERAL		81	0	81	78	1	79